

Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°74

MAI 1988

20 F

Après
l'élection
de
François
Mitterrand

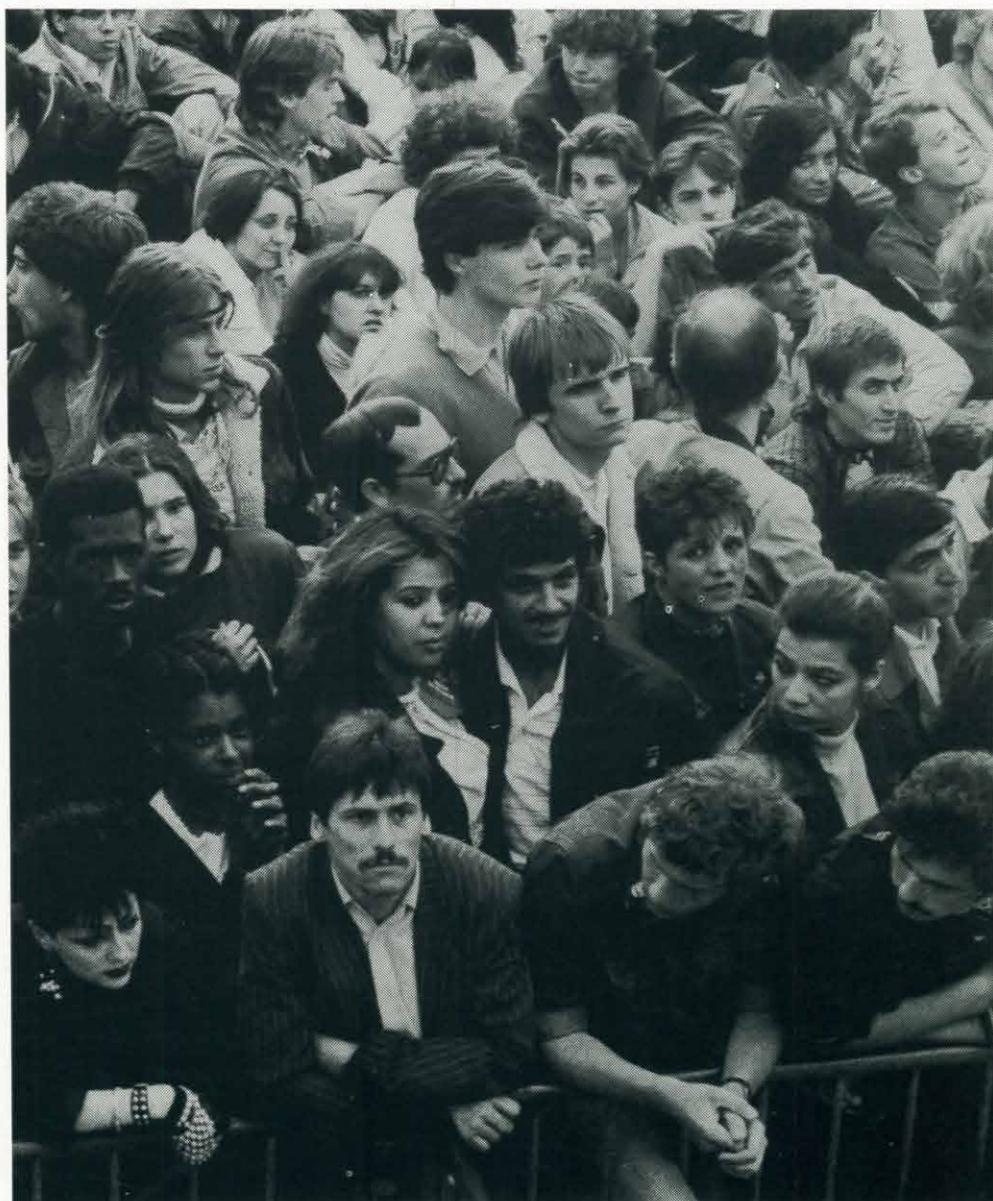


TABLE RONDE

**MAI 68
NOUS L'AVONS
TANT AIMÉ**

LA TROISIEME CRISE

Un fauteuil de verre

FRANÇOIS DIETRICH

VIVE KANAKY !

A Ouvéa, dix-neuf militants kanaks ont été sauvagement massacrés. Au tableau de la répression colonialiste, après bien d'autres, leurs noms rejoignent ceux d'Eloi Machoro et des victimes de Hienghène.

Comment cette boucherie a-t-elle eu lieu ? Il faut, à présent, exiger que toute la lumière soit faite, afin que le crime ne reste pas impuni. Sur le *pourquoi*, la réponse ne fait pas l'ombre d'un doute, désignant qui a armé la main des bourreaux.

Le sang kanak est le prix d'une politique : celle de Chirac, Pasqua et Pons. Ils ont monté de toutes pièces ce détestable remake de la guerre d'Algérie, pensant que c'était une bonne carte pour, à quelques jours du second tour, en appeler au « rassemblement » à droite contre l'« insécurité » et le « terrorisme ».

L'élection présidentielle française a ainsi trouvé sa vérité aux antipodes. Sur cette terre spoliée, quadrillée par l'armée coloniale, soumise aux exactions des fascistes caldoches. Belle démocratie, lorsque le chef du gouvernement et son ministre de l'Intérieur s'autorisent à acheter, en métropole, une poignée de suffrages contre quelques vies de colonisés ! Démocratie d'une puissance coloniale mal dégrossie, qui n'a rien appris de son passé peu glorieux et qui cède au racisme.

Il aura suffi de deux ans de chiraquisme pour que la Kanaky bascule au bord de la guerre civile. La politique agressive et aventuriste de Pons en dit long sur la nature réelle de ce gouvernement dont il était urgent de se débarrasser. Mais la Nouvelle-Calédonie a aussi fonctionné comme un véritable laboratoire : la droite y a testé jusqu'où la cohabitation pouvait aller trop loin, obligeant Mitterrand à « oublier » la promesse de l'indépendance.

Droite et extrême droite, ici et là-bas, ont joué avec le feu, il faut qu'elles s'en mordent les doigts jusqu'au sang. En Kanaky, le seul otage, c'est le peuple kanak. Otage du sinistre colonialisme français ! C'est une solidarité sans faille que le mouvement ouvrier français doit témoigner à son égard. Jusqu'à ce qu'il parvienne au but légitime qu'il s'est fixé : l'indépendance.

SOMMAIRE

4 Un fauteuil de verre, par François Dietrich.

8 La troisième crise, par Francis Sitel.

14 PCF : les soubresauts.

16 L'extrême gauche : Trotsky se retourne dans sa tombe...

17 Campagne Juquin : un premier bilan

TABLE RONDE

19

Mai 68

Nous l'avons tant aimé
avec

Daniel Bensaïd,
Gérard Filoche,
Jacques Kergoat
et Michel Lequenne.



29 Mai 68 et l'air du temps, par Daniel Bensaïd.

32 Hommage à Daniel Guérin.

Photo de couverture : « La nuit des potes », le 20 juin 1987 à Vincennes.

Un fauteuil de verre

FRANÇOIS DIETRICH

« **E**NFIN l'équilibre ! » C'est ainsi qu'Alain Touraine saluait dans *le Monde*, dès avant le premier tour, la nouvelle donne politique qu'il imaginait se dessiner au lendemain de la présidentielle. Mais, comme d'habitude, notre sociologue a manié les formules avec imprudence. Les points d'équilibre sont éphémères, soumis à la permanente pression des antagonismes sociaux. Le nouvel état de grâce qu'Alain Touraine appelait de ses vœux évoque irrésistiblement l'espoir illusoire que placent les esprits effrayés par la crise en un monde débarrassé par magie de ses contradictions terribles et cruelles. L'illusion se comprend de la part de ceux qui les subissent ; elle sert d'alibi à ceux qui en vivent. De la part d'intellectuels et de politiques, elle n'est que la façade de leur paresse à penser l'avenir, de leurs renoncements, « dans un monde où il n'y a d'invariable que l'invariabilité ».

Alain Touraine, tout comme François Mitterrand, ne nous feront pas confondre point d'équilibre et numéro d'équilibriste. Si besoin en était, l'ampleur du vote pour le Front national, le vacillement de la Nouvelle-Calédonie au bord de la guerre civile sont venus rappeler à tous la réalité de la crise, que la campagne électorale, à droite comme du côté de Mitterrand, s'était efforcée de faire oublier derrière l'écran de fumée de l'unité nationale. Car Mitterrand, même fort de ses 54 % qui ont achevé le chiraquisme déjà mis à mal par la vague de grèves de l'hiver 1986, se retrouve face à la même insoluble crise, tant que l'on reste dans le cadre du système capitaliste lui-même.

DANS LE TRIANGLE DES BERMUDES

François Mitterrand réélu a-t-il réussi son entrée dans l'histoire, grande ou petite ? Il effectue en tout cas sa sortie de la politique, entrant de son vivant dans le Panthéon qu'il s'est taillé à sa mesure. Son personnage s'est désormais hissé au niveau des figures mythiques parce qu'insaisissables. Elu, il y a sept ans, sur une

orientation réformiste de « changement », ancrée à gauche, au moins dans les intonations, voici qu'il entame son second mandat dans le Triangle des Bermudes dont se gaussait Lionel Jospin, il y a quelques années : ce « centre » introuvable d'où Valéry Giscard d'Estaing espérait contempler deux français sur trois au fond des yeux, cet « ailleurs » dont rêvait autrefois Michel Jobert. La manoeuvre ne manque pas d'allure, jouant au passé sur ce qui reste de la tradition républicaine, démocratique de la révolution de 1789, et au futur sur l'ouverture lyrique vers la construction européenne, culturelle et technologique. Alors que de toute part on nous annonçait la fin des idéologies au profit du pragmatisme néo-libéral, la campagne de François Mitterrand aura été d'abord idéologique, s'efforçant de redonner une dimension historique à une élection qui menaçait de ressembler au renouvellement d'un PDG.

Mais cette tentative va manquer de souffle parce que ses objectifs, faut-il le répéter, sont enrobés d'un flou trop épais et, cause et effet, parce qu'elle va manquer de moyens. Et c'est ici que la tentative mitterrandienne, coulée au moule des institutions de la V^e République, échappe, en dépit des analogies, à la comparaison avec l'entreprise gaulliste des années soixante.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE : UN MAILLON FAIBLE

Vues de l'étranger, les données politiques françaises apparaissent toujours énigmatiques, et elles le sont à nouveau aujourd'hui, avec le double phénomène du mitterrandisme et du score du Front national. Pourtant, cette irrationalité hexagonale a de profondes racines.

C'est peu de dire qu'au fur et à mesure de son évolution puis de sa décadence, le capitalisme connaît un besoin croissant d'entretenir le mythe de l'« Etat impartial », du président au-dessus des partis, de la démocratie électorale, parlementaire ou

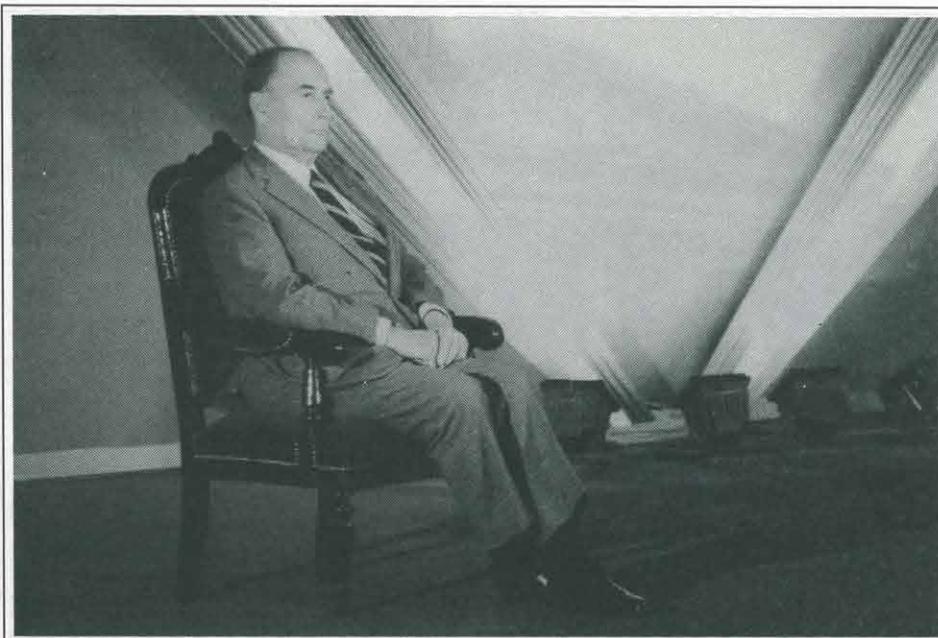
présidentielle. Ce ciment idéologique, le mythe du monde « libre », lui a été ré-offert comme cadeau inespéré par la contre-révolution stalinienne des années trente lorsqu'elle a brisé, en URSS et dans le monde, l'espoir né de la Révolution russe de 1917.

Depuis l'avènement du capitalisme, et davantage encore depuis l'onde longue internationale de crise qui le secoue depuis quinze ans, la bourgeoisie française a particulièrement besoin du mythe. C'est qu'elle a tiré sa force de sa genèse révolutionnaire de 1789, mais aussi sa faiblesse, la dépendance de sa domination vis-à-vis de l'idéal égalitaire et démocratique des sans-culottes, qui débordait le cadre de ses intérêts propres contre le monde féodal. Cette faiblesse originelle marque son histoire, comme la nécessité de disposer en permanence d'un Etat fort, centralisé, qui en soit le pendant. Seule la phase d'équilibre, toute relative, de la III^e République sut échapper à ce besoin constant d'un leader capable de s'élever au-dessus des intérêts immédiats de la classe dominante pour permettre le consensus avec les classes dominées. En phase d'expansion comme en phase de crise, la bourgeoisie française a organiquement besoin d'un Bonaparte. N'en ayant plus, elle s'effondra devant le nazisme. Parce que Giscard n'en était pas un, il devait être balayé par la crise. Parce qu'il n'en a pas les dimensions personnelles, politiques, culturelles, Raymond Barre, qui eut été la candidat « raisonnable » de la bourgeoisie, a échoué, en dépit d'un discours ressemblant parfois jusque dans les termes mêmes, à celui de François Mitterrand.

DE GAULLE ET MITTERRAND : DE LA PERIPHERIE VERS LE CENTRE

Celui qui, en France, veut devenir durablement le leader de l'Etat bourgeois doit, en conséquence, partir des marges et non du centre, pour y revenir.

Charles de Gaulle était un bonaparte moderne issu de la marge du personnel politique bourgeois, déconsidéré par la honte de la collaboration avec le nazisme. Le monde politique, y compris la blafarde SFIO, n'avait plus les capacités de sortir la



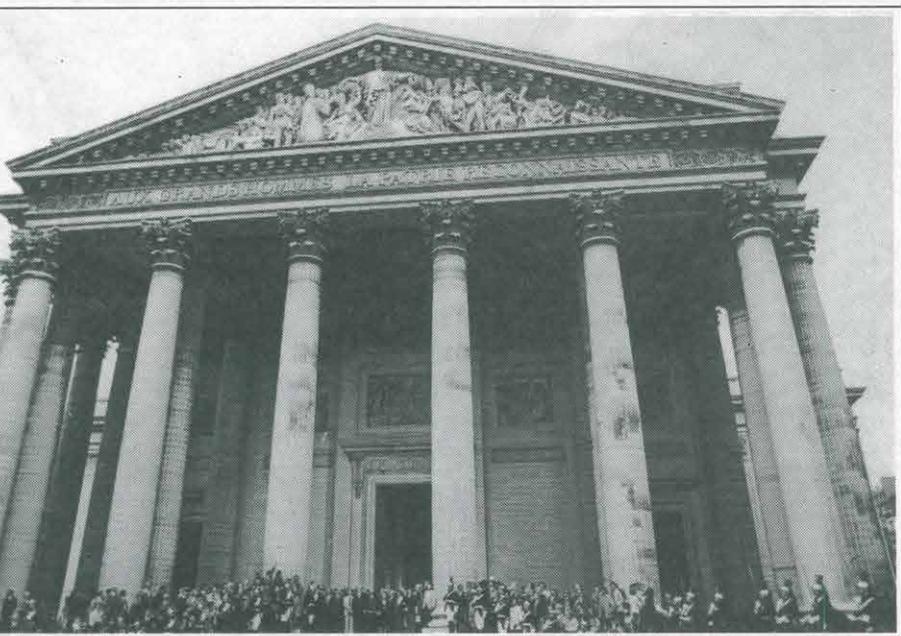
France du borbier de l'empire colonial agonisant, ni d'assurer son insertion dans le monde capitaliste renaissant de ses cendres après la Seconde Guerre mondiale.

Le bonapartisme de De Gaulle s'appuyait initialement sur les secteurs les plus réactionnaires ulcérés par le délabrement politique de la IV^e République et par l'émiettement de l'Ancien Empire. Parvenu au pouvoir en ayant « compris » les pieds-noirs de l'Algérie, de Gaulle allait les sacrifier en s'appuyant indirectement sur les forces de gauche pour résoudre l'impasse coloniale. L'expansion économique de la fin des années cinquante et des années soixante allait permettre de stabiliser pour un temps les conflits. C'est Mai 68 qui devra révéler que la répartition des « fruits de la croissance » était d'une telle inégalité que les travailleurs et la jeunesse avaient perdu confiance dans le Général et dans sa capacité à assurer l'équilibre.

En même temps qu'il bénéficiait d'un contexte économique favorable, Charles de Gaulle s'était taillé un parti à sa mesure, une machine politique rodée dans l'opposition des années cinquante, assurant la jonction entre les cadres de la résistance gaulliste, les nouveaux technocrates, et une certaine base populaire. Avec une telle donne, structurée autour du mythe personnel, il était possible de résoudre la question coloniale tout en tenant en laisse les secteurs ultras et le mouvement ouvrier. Le coup du balancier était jouable.

Le coup de père François l'est-il ? François Mitterrand, tout en s'étant nourri de l'exemple de son prédécesseur, renouvelle le genre. Mais il lui manque l'essor économique, et l'outil politique adéquat.

Cette fois, il a établi sa base de départ aux marges du mouvement ouvrier, en cueillant comme un fruit mûr un Parti



socialiste épuisé par la conduite des affaires de la IV^e République, l'opposition impuissante à de Gaulle, la vague de Mai 68. Un temps englouti, le Parti Socialiste allait, tel un surfeur, se faire porter par elle jusqu'au triomphe électoral de 1981.

Inauguré dans la croissance économique maintenue, le projet pouvait se permettre des largesses sociales, se laisser aller à une tonalité « Front populaire » qui aurait combiné nationalisations et trente-cinq heures, dans le but de mieux répartir les « fruits de la croissance ».

Mais voici que cet étrange socialisme n'avait pas prévu que le capitalisme puisse aller mal et que cette crise allait bouleverser les données. Pendant la seconde moitié des années soixante-dix, on espéra longtemps qu'elle ne serait que passagère et l'orientation ne changea point. Mais avec son approfondissement, les travailleurs qui en étaient victimes chargèrent le projet néo-réformiste d'un contenu plus vaste : celui du « changement », cet espoir confus qu'on ne se contenterait pas de boucher les fissures. Et comme le thème électoral n'était pas si mauvais, ce fut l'axe de la victoire de 1981.

On sait ce qu'il advint : en un an, avec le coup de frein de 1982, puis avec le démarrage véritable de la « rigueur » (était-ce donc bien le laisser-aller jusqu'alors ?), le changement s'évaporait et, avec lui, toute politique de réforme un tant soit peu solide. Et voici le comble pour un gouvernement réformiste : ne plus avoir les moyens des réformes, être prisonnier d'une crise capitaliste qui ne laisse comme latitude que de faire avaler la pilule à grand ou petit feu : mais plus de place pour le sucre.

De Gaulle autrefois avait trahi les pieds-noirs, mais pour mieux pouvoir réali-

ser le redressement de l'Etat et du capitalisme français. Les ultras d'Alger n'étaient qu'une force d'appoint, un simple levier. A l'inverse, et dès le départ, François Mitterrand a scié sa branche maîtresse, comme si de Gaulle eut renoncé d'emblée à la réforme institutionnelle.

LE PS FACE AU VIDE DE LA VICTOIRE

A travers le Parti socialiste rénové et modernisé, François Mitterrand voulait récupérer la base sociale que le gaullisme avait laissée échapper : celle d'une classe ouvrière en mutation, où l'employé qualifié, le technicien remplaçait progressivement l'ouvrier traditionnel. Un temps, dans la seconde moitié des années soixante-dix, le PS crut pouvoir devenir le parti qui serait le porte-parole de ces nouvelles couches de prolétariat moderne, asséchant le PCF de ses sources vives, et ne laissant au RPR qu'une partie des couches traditionnellement plus réactionnaires : paysans, artisans, commerçants. Un pan entier des animateurs politiques de Mai 68 crut pouvoir y trouver la continuité de son histoire.

Mais le PS n'aura réussi qu'à précipiter l'agonie par ailleurs inéluctable d'un PCF prisonnier de son histoire stalinienne et totalitaire. Mais, ce dernier, quoiqu'en dise les commentateurs superficiels, n'est pas le seul à faire fi des difficultés. Sa force vient aussi d'une crise capitaliste confuse parce qu'en demi-teinte. Elle ne connaît pas, ou du moins pas encore, et pour ce qui concerne les pays développés, ces brusques accélérations qui marquèrent celle des années trente. Ici, les progrès réalisés par les Etats bourgeois dans la régulation de la crise sont indéniables et pèsent lourd.

Mais en quinze ans de crise qui dure, ni la droite ni la social-démocratie mitterrandienne n'ont réussi à la contrôler dans la politique des petits pas qui leur a été commune. La crise persiste, sans régression durable. Elle accumule les tensions sociales. Et la droite est sans cesse confrontée à un dilemme : la gérer sur le long terme, mais se trouver alors devant un véritable tonneau des Danaïdes, ou au



contraire accélérer les solutions, mais au risque d'explosions incontrôlables. François Mitterrand, au-delà des apparences, n'a pas plus que la droite classique, aujourd'hui en déroute, la solution de cette insoluble équation. Son fauteuil présidentiel est de verre. Contrairement à de Gaulle pour qui les perspectives étaient tracées, les mois et années qui viennent vont confirmer l'absence de toute projet mitterrandien stable. Aussi, l'éclatement politique que manifeste le score du Front national va se confirmer.

D'un côté, se dessinent les éléments d'une solution radicale à la crise : celle du

lepénisme, version moderne de ce qu'ont connu l'Italie et l'Allemagne des années trente. De l'autre, un mouvement ouvrier qui cherche encore ses marques pour reconstruire une nouvelle force anticapitaliste de masse.

Parce qu'un tel projet ne peut procéder par coups médiatiques ou démagogiques, son émergence va connaître encore beaucoup de méandres et de difficultés. Pourtant, tout ceux qui ont suivi la campagne de Pierre Juquin, au-delà de la relative déception de son score national, savent qu'il a commencé à se construire, et que l'avenir s'ouvre à lui.

LE VOTE FEMININ : A GAUCHE !

Selon une étude de Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, publiée dans *le Monde* du 5 mai 1988, l'élection présidentielle vient de marquer un nouveau comportement électoral des femmes (qui représentent 53 % des inscrits). Le vote des femmes témoigne d'une nette préférence accordée à Mitterrand (37 %, contre 31 % des hommes), et d'une nette résistance à Le Pen (10 %, contre 17 % des hommes). Selon l'enquête, existerait une corrélation entre l'orientation des femmes à gauche et leur participation à la vie économique, et celle-ci se manifesterait à l'échelle internationale. Quant au vote Le Pen, les chercheuses expliquent : « *Ce que les femmes, au sommet comme en bas de l'échelle sociale, rejettent vraisemblablement, c'est l'antiféminisme primaire du Front national (suppression de l'avortement légal, « retour à la maison » avec octroi d'un salaire maternel...)*. »

La troisième crise

FRANCIS SITEL

Après l'enfoncement lent et sans fin dans la crise économique, suite à la crise majeure du mouvement ouvrier, depuis le 24 avril, l'inévitable est arrivé : la crise politique ouverte dont le score réalisé par Mitterrand ne va reporter qu'un temps les effets.

QUELLE est la nature du choc produit le 24 avril au soir avec l'annonce du score de Le Pen ? La surprise de voir démentis, en hausse, les sondages les plus inquiétants n'explique pas tout. En fait, ce score a fait exploser les contradictions occultées par l'illusion de ce que d'aucuns saluaient, avec l'entrée dans la cohabitation, comme la nouvelle ère de l'alternance et du consensus.

Dans *Critique communiste* d'avril 1986, nous citons deux adeptes de cette philosophie politique, partant thuriféraires talentueux du président. Jean Daniel qui, dans le *Nouvel Observateur*, se félicitait d'une « révolution des mentalités à la base qui a conduit au tournant historique de la cohabitation au sommet ». Serge July qui faisait applaudir *Libération* devant le double exploit du septennat : avoir réduit le PCF et libéré la coalition RPR-UDF de son « hypothèque extrémiste ». Et nous commentions : « Il faut beaucoup de myopie et de perversité pour percevoir comme une harmonieuse symétrie du système ce qui en manifeste le déséquilibre. Derrière la brouillonne valse des cohabitants, les deux faits majeurs de ces élections sont bien la consolidation du Front national et la confirmation du déclin du PCF. Or, loin d'être des épiphénomènes, qui conforteraient la thèse d'un recentrage général de la vie politique, ils sont les révélateurs de ses contradictions, des évolutions brusques qu'elle peut connaître et des graves menaces dont elle est porteuse¹. »

Les faux-semblants si systématiquement entretenus ont en effet volé en éclats. Sous l'impact des 14,39 % lepénistes. On nous avait si longtemps seriné les anesthésiantes rengaines de l'« union nationale », du « consensus » et de la « modernité marquant la fin des idéologies » que l'effet de souffle a été total.

Comme dit Le Pen : « Les hommes politiques de la droite ne m'ont pas vu

venir². » Il a surgi au milieu du jeu et, effarés, ils ont entendu l'écho effrayant de son discours de haine et d'exclusion, constaté l'irruption brute de l'idéologie la plus exécrationnelle, le débordement ignoble du refoulé...

LA MAREE BRUNE : UNE RUPTURE POLITIQUE

Le Pen : 4 375 000 voix, 14,39 % des voix, arrivé en tête à Marseille (28 %), à Toulon (27 %) et à Nice (26 %), arrive en tête de la droite dans quatorze grandes villes.

La première traduction de cette réalité est l'éclatement de la droite en trois morceaux de forces presque sensiblement équivalentes : le RPR (6 millions de voix, 20 %), l'UDF (5 millions de voix, 16,5 %), le Front national (4,4 millions de voix, 14,4 %). Ce qui, immédiatement, a signifié la défaite de Chirac. Les fantastiques moyens engloutis dans sa campagne et, surtout, la périlleuse expérience de la cohabitation l'auront amené à 20 % des voix, guère plus qu'en 1981 (18,3 %), beaucoup moins que Giscard d'Estaing, le présidentiable de droite lors des scrutins précédents (28,3 % en 1981 et 32,6 % en 1974). Du coup, même l'opération de coulage de Barre, qui s'avère n'être distancé que de 3,4 points, est remise en question. Pour la stratégie présidentielle de Chirac, engagée dès 1974 et jalonnée de coups de force et de trahisons, ce n'est pas un échec mais une faillite.

Plus gravement, pour la bourgeoisie, c'est son système même de domination politique qui se trouve déstabilisé. Cette fois, il ne lui faut plus simplement temporiser avec une alternance imposée, comme en 1981, mais faire appel à Mitterrand comme garant disponible des institutions. Car la base même du système, la coalition

1. *Critique communiste* n°51, avril 1986.

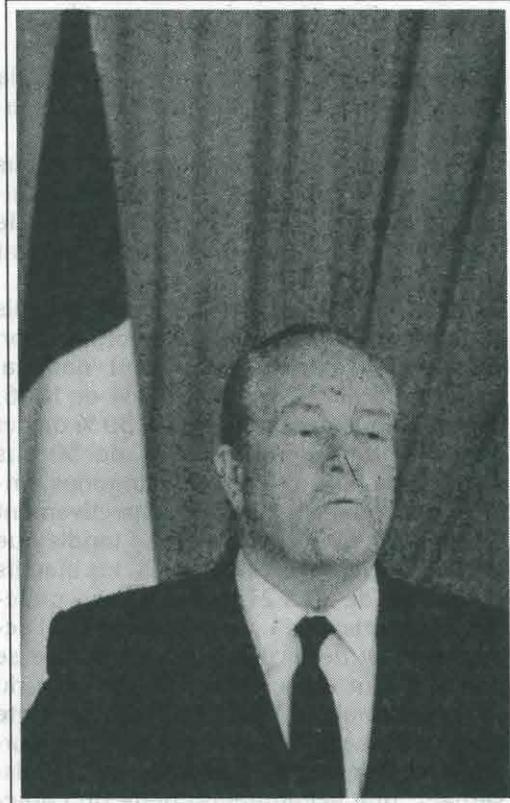
2. Interview de Le Pen, in *Valeurs actuelles*, numéro du 2 au 8 mai 1988.

conservatrice et son pilier gaulliste, a rompu. La droite, éclatée, est menacée d'exploser.

Au-delà de Chirac, le RPR est en question. Comme l'y invite d'Ormesson dans *le Figaro Magazine* : « Il faudra bien prendre à bras-le-corps le problème du Front national et lui trouver une solution, dans un sens ou dans l'autre. Le temps est venu des révisions déchirantes³. » Sauf qu'il peut se briser sur cette alternative. « Dans un sens ou dans l'autre ? » L'un, c'est la démarcation nette avec le Front national. Soit pour engager, avec les barristes, la recomposition d'un parti conservateur libéral, perspective généralement attribuée à Balladur. Soit tenter de renouer avec une base populaire pour reconstruire un parti de la continuité gaulliste, ambition que celle-ci est censée autoriser, projet dont on dit Séguin le défenseur. L'autre, c'est le retournement d'alliance : la rupture avec les centristes, invités à céder à leurs coupables inclinations vers Mitterrand, et une tactique d'embrassade avec le Front national avec le fol espoir de l'étouffer. Les fracassantes déclarations de Pasqua dans *Valeurs actuelles* indiquent clairement cette direction (cf. encart).

Les questions sont ouvertes, les réponses demanderont du temps. L'important est de souligner qu'a échoué la tactique de Chirac-Pasqua consistant à assimiler certains thèmes du Front national pour récupérer son électorat. Comme échouera toute politique de ce type. Le phénomène Front national n'est pas intégrable par les appareils conservateurs : leurs projets de récupération ne font que les rendre perméables à la contamination. La lecture d'une certaine presse de droite permet de se convaincre du désarroi dans lequel se trouvent les « élites » bourgeoises, et aussi de l'affaissement moral qui les menace. Il aura en effet suffi de 14 % de voix à Le Pen pour qu'une bonne partie des représentants patentés de l'une des plus puissantes bourgeoisies à l'échelle mondiale cède au délire xénophobe et sécuritaire, divague à propos de l'identité nationale menacée et de l'urgence de relever le taux de fécondité des Françaises... Effarant ! Quant à l'UDF, il va lui falloir digérer l'échec de Barre et savoir comment résister aux forces centrifuges animées par Mitterrand. Inévitables

dès lors que ce dernier a gagné son pari d'être réélu sur une ligne centriste, elles vont se trouver exacerbées par les contradictions d'une droite éclatée. Certes, le premier souci des dirigeants de l'UDF ne peut être que de reconstituer une force crédible, condition de toute capacité d'ini-



tiative politique. Mais cette préoccupation, quasi existentielle, ne saurait répondre à terme à la seule question qui vaille : quelle possibilité de politique indépendante entre une alliance de type « troisième force », côté Mitterrand, et, côté Front national et RPR, la radicalisation extrémiste ? Cette crise de la droite à présent ouverte est une crise majeure. Elle met en question tous les équilibres hérités du gaullisme et rend impossibles les subtiles transitions qui jusqu'alors avaient permis d'assurer la stabilité des institutions. C'est dire que Le Pen n'a pas épuisé les réserves

3. *Le Figaro-magazine*, 30 avril 1988.



électorales que la désorientation de la droite classique va alimenter en permanence.

Mais le même Le Pen ne se satisfait pas d'avoir capté l'électorat populaire du gaullisme. Explicitement, il ambitionne de conquérir celui qui était anciennement communiste.

Les enquêtes de la SOFRES⁴ ont mis en lumière le changement de composition sociale de l'électorat du Front national entre 1984 et 1987. Entre 1984 et 1986, les 18-34 ans passent de 31 à 39 % de cet électorat, tandis que les plus de 50 ans passent de 43 à 34 %. Les catégories employés et ouvriers passent respectivement de 19 à 24 % et de 18 à 26 %, tandis que les cadres passent de 17 à 7 %, les inactifs et retraités de 30 à 21 %. Enfin, les « préférences partisans » témoignent de l'accroissement de la part de ceux qui ne se revendiquent d'aucune autre que celle du Front national (de 34 à 57 %). On constate donc une série de phénomènes concordants au sein de cet électorat : un rajeunissement, une accentuation nette du caractère populaire, un affermissement de « l'identité Front national » distincte des références traditionnelles gauche/droite.

Les sondages portant sur les intentions de vote ont indiqué que, si une grande part de l'électorat lepéniste est décidée à voter à droite, une petite fraction de celui-ci se considère comme de gauche et rejoint sans hésitation son camp au second tour, et qu'une autre fraction, de plus en plus importante, refuse les références gauche/droite et se trouve disponible aussi bien pour l'abstention que pour l'un ou l'autre des deux candidats en présence au second tour. Réalité complexe dont on peut tirer un enseignement : les capacités de polarisation du Front national sur un électorat

populaire qui n'est pas traditionnellement de droite. Il faudrait déterminer la part des anciens électeurs de gauche qui, après le purgatoire de l'abstention, ont fait de nouveaux choix, oubliant ou non leurs références d'origine, des jeunes qui ont accédé au vote en ayant connu pour toute expérience politique que les dégâts de la gauche au gouvernement et pour toute perspective sociale que le chômage. La gauche, sous sa forme socialiste de représentation de l'Etat bourgeois, ou sous sa forme communiste de déclin et d'impuissance, n'apparaît guère en mesure d'offrir à ces couches sociales une alternative à la désespérance. De ce côté aussi, Le Pen peut compter sur des réserves qui, loin de se tarir, vont s'accroître avec l'aggravation de la crise et l'incapacité du gouvernement et des partis institutionnels à y répondre.

LE CONSENSUS EN MIETTES : LA RUPTURE IDEOLOGIQUE

Gérard Miller, psychanalyste, qui a tenu dans *Libération* la « Chronique des inconscients en campagne », a indiqué pertinence : « A quoi tient la peur qu'inspire Le Pen ? A ce côté crâne, impitoyable, à ce refus sauvage de renoncer à quoi que ce soit. "Il ira jusqu'au bout", disent de lui avec enthousiasme ses partisans. » Et : « Ce que le Front national appelle "identité nationale", c'est cette obscène et féroce passion pour soi qui pousse à soupçonner l'autre de tous les crimes⁵. »

Sur le champ politique, cette complicité a ouvert une faille idéologique dont on mesure encore mal les effets. La force de Le Pen est de ne pas jouer le jeu des « valeurs » consensuelles que feint de respecter la classe dominante depuis plus de quarante ans, références cardinales d'une domination bourgeoise établie sur l'oubli de la collaboration avec l'occupant nazi et l'épreuve surmontée de l'OAS. La crise du RPR, c'est aussi l'obsolescence du gaullisme comme conservatisme irréductiblement démarqué du fascisme.

Le modèle de l'alternance, qu'on disait triomphant, c'était un unanimité — ne laissant place qu'à deux variantes, l'une progressiste, l'autre conservatrice, d'une même politique — autour de l'idée d'une

4. Cf. SOFRES, « L'Etat de l'opinion, clés pour 1988 », Seuil.

5. *Libération*, 4 mai 1988.

France démocratique, patrie des droits de l'homme, ouverte au monde et pariant sur la modernité. Arguant du déclin du PCF, on prétendait renvoyer aux marges, et dénoncer comme archaïque, sinon totalitaire, toute contestation de cette pieuse image appuyée à une analyse de classe des réalités sociales.

La rupture est venue de l'autre bout du champ idéologique, témoignant d'une autre rupture, sociale elle. Le Pen parle pour ceux qui ne croient ni à la démocratie ni aux droits de l'homme, qui désirent une France se refermant sur elle-même, hostile à tout ce qui leur est étranger. Se sentant menacés par l'évolution économique contemporaine, ils sont prêts à céder à la logique totalitaire de prétendue union nationale à laquelle les invite Le Pen.

Le Pen s'accroche à l'extrémisme traditionnel d'une France coloniale, frustrée des profits faciles du pillage, crispée à ce qui peut en être conservé à tout prix comme en Nouvelle-Calédonie, aigrie de devoir payer le prix de ce qu'on lui dit être la « modernité ». Son succès est d'avoir su agréger ces vieux ressentiments aux frustrations, aux angoisses et à la désespérance d'une autre France : celle que travaille la crise capitaliste, avec son lot de chômage et de misère, son avenir à visage d'impasse.

Sa dénonciation de la classe politique, de gauche et de droite, comme responsable des échecs successifs à résoudre les problèmes du chômage et de la dégradation des conditions de vie, et confondue dans l'expérience de la cohabitation, engage un rejet global des références de celle-ci. Entendons son discours aux accents crépusculaires sur la décadence de la France et ses appels à la survie.

Le racisme anti-immigrés a servi de catalyseur à toute l'opération. Il se développe aujourd'hui, de façon totalitaire, en une véritable « vision du monde », toute de fermeture, d'exclusion et de rejet, concentrée dans la politique dite de la « préférence nationale ». « *L'explication centrale [de son succès] est que le Front national interprète l'aspiration instinctive du peuple français à sa propre survie, dans une situation de grand danger. Cette analyse me semble confortée par le fait que c'est dans les marches, sur nos frontières, que*

*nous avons remporté nos plus grands succès : dans le Nord, en Alsace et sur la côte de la Méditerranée. Nous incarnons la réaction des frontières*⁶ ».

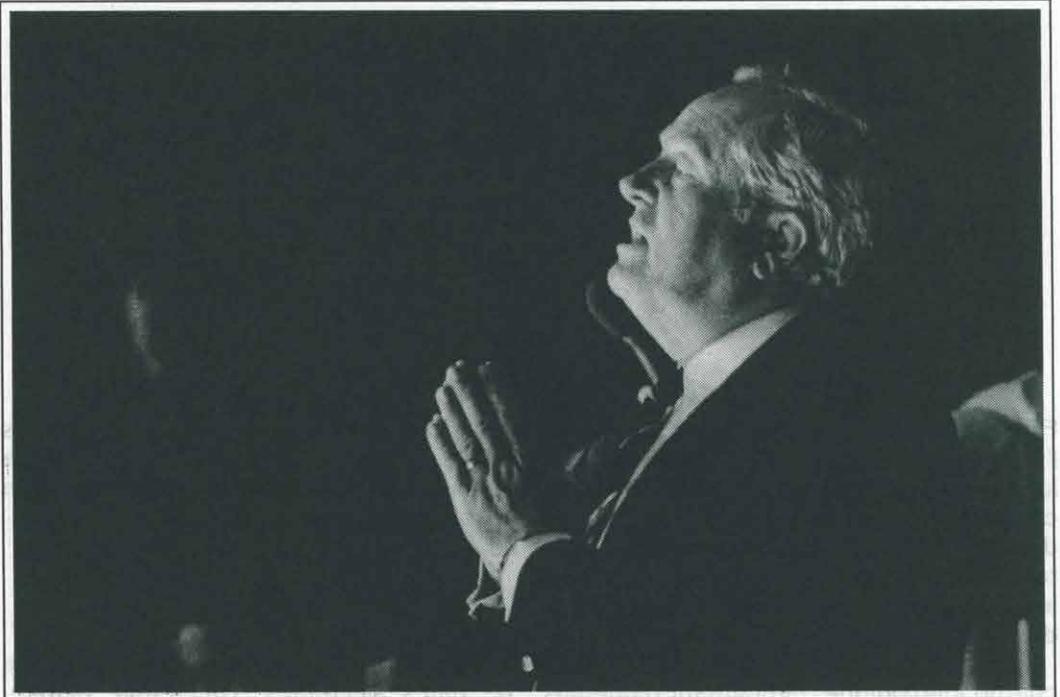
DE LA CONQUETE

Le Pen n'a pas épuisé ses possibilités de gains électoraux. Une droite défaite, une gauche divisée, incapable de répondre aux problèmes de la crise, en partie minée par les séquelles du colonialisme, le nationalisme et le racisme, lui sont terres de nouvelles conquêtes.

Mais la dynamique du lepénisme n'est pas seulement de progression électorale, elle s'inscrit dans une perspective qui est de conquête du pouvoir. Spécificité qui rend ineptes les thèses rassurantes qui veulent réduire le vote Le Pen à une simple variante d'un vote « protestataire », communiste hier, lepéniste aujourd'hui. Et suicidaire le projet politique d'un Pasqua visant à rééditer avec le Front national la stratégie mitterrandienne d'union avec le PCF pour le réduire. Le PCF, feignant de contester le pouvoir capitaliste, sans vouloir véritablement le remettre en cause, était un facteur d'ordre ; le Front national est un fauteur de troubles parce que, sans contester en rien l'ordre capitaliste, il veut véritablement le pouvoir. Il apparaît en mesure de mener à cette fin une double offensive combinée : d'une part institutionnelle, profitant de la crise de la droite pour s'incruster comme une force politique incontournable et, d'autre part, extra-parlementaire, car prétendant parler au nom des couches populaires broyées par la crise.

La bourgeoisie ne craint pas Le Pen, et sa cohorte hétéroclite de racistes, d'intégristes et de fascistes ; elle a peur de ce peuple qu'émeut les appels du Front national. Dès lors que Le Pen, demain, déciderait de tenter « l'aventure », existe là l'énergie susceptible de transformer en forces matérielles des idées incongrues au regard de ses propres intérêts économiques et sociaux. En ce domaine, Le Pen s'est contenté jusqu'à présent de reprendre à son compte les versions les plus outran-

6. *Valeurs actuelles*, numéro du 2 au 8 mai 1988.



cières du néo-libéralisme : suppression de l'impôt sur le revenu, liberté d'entreprise sauvage, dénonciation de l'Etat, de ses fonctionnaires (quand ils ne sont pas policiers) et de ses parlementaires (quand ils ne sont pas Front national).

Certes, Le Pen est bien incapable d'avancer de réelles solutions économiques, mais est-ce là son problème ? N'empêche que ses « propositions » s'ajustent difficilement au reste du discours. Le Pen le sait sans doute, qui commence à dénoncer les abandons de « souveraineté nationale », à parler de « l'inquiétude de nombreux agents économiques devant le grand marché européen », bref, à mettre en question la perspective européenne, point fort du consensus entre toutes les autres grandes forces politiques. « Comme M. Mitterrand, MM. Chirac et Barre ont répété à l'envi un hymne à 1992 : "L'Europe, l'Europe, l'Europe ?" Je suis personnellement très inquiet de cette euphorie aveugle qui nous conduit au grand marché européen "en pagaille-couvrez". Je dis : soyons prudents, balayons devant notre porte, prenons conscience des nécessités économiques et des dangers auxquels nous allons devoir faire face. Bâtons une nation puissante pour que l'Europe ne soit pas la confédération de nos décadences⁷. »

Face à la « préférence nationale », il est clair que, concernant les mesures anti-immigrés, la précision « non européens », ou « du tiers monde », ne peut être qu'une fragile clause de style ; et que, pour un pays comme la France, l'objectif du « redressement national » s'allie mal à un tonitruant attachement au libéralisme éco-

nomique. Ce sont là contradictions par rapport à sa propre base et au regard des intérêts capitalistes, la bourgeoisie n'est pas prête, dans les conditions actuelles, à jouer la carte Le Pen. Celui-ci a encore toute liberté de se vautrer dans la démagogie populiste, sans souci de la cohérence de ses propos.

Pasqua, toujours subtil et modéré, accuse Mitterrand de porter en lui les « germes de la guerre civile ». L'outrance du propos ne saurait cacher l'aveuglement de l'esprit au moment où les « germes de guerre civile » apparaissent bien réels, en Le Pen. Imagine-t-on, par exemple, les conséquences d'une élection de celui-ci, fort de ses 28 % de voix, à la mairie de Marseille ?

La menace est réelle. Elle peut être encore écartée. Tant que le recours à la violence n'est pas franchi, la brune nébuleuse peut être dispersée, tant reste fragile un agrégat qui n'a encore de réalité qu'essentiellement électorale. D'autant que le grand capital n'a en rien intérêt aujourd'hui à parier sur une solution aussi frustrante quant à son projet politique, et dont les « propositions économiques » apparaissent tellement en porte-à-faux au regard des exigences d'un pays comme la France contemporaine.

Mais tout dépend du mouvement ouvrier. Rien n'aurait été possible pour Le Pen sans les errements de ses directions majoritaires qui ont conduit à un affaiblissement majeur et à un début de dispersion des forces sociales sur lesquelles elles s'appuient. La possibilité d'apporter une solution à la crise politique dans laquelle nous venons d'entrer est fonction de la capacité

les sous-présidents : PCF

des forces vives du mouvement ouvrier de se ressaisir.

Les réponses possibles à une menace de ce type sont historiquement répertoriées. Tout indique que les directions majoritaires du mouvement ouvrier sont prêtes à rééditer les erreurs du passé. Le PCF apparaît désorienté par le problème, oscillant dans ses analyses et incapable de regarder en face la réalité des phénomènes à l'œuvre dans les villes qu'il dominait jusqu'à présent. Quant au PS, derrière Mitterrand, il s'engage dans une politique qui consiste à utiliser l'indignation et la crainte suscitées dans les rangs ouvriers pour justifier sa volonté de nouer des alliances avec la droite. Cette voie est celle de l'échec. Elle consiste, prétextant d'un possible et nécessaire élargissement du camp démocratique, à vider celui-ci de sa substance, en renonçant à la défense des revendications et à toute perspective de changement social. C'est-à-dire ce qui est à même de mobiliser les forces sociales en mesure de contrer l'offensive fasciste : celles de la classe ouvrière et de la jeunesse.

La situation qui s'ouvre va être dominée par l'exigence de l'affirmation d'une ligne de classe, unitaire et mobilisatrice, apte à déployer un large et efficace front démocratique, parce que solidement ancré à la volonté de lutte pour le changement... La confrontation entre ces deux lignes va immédiatement apparaître à l'occasion de la dissolution de l'Assemblée, première échéance pour le PS au regard de sa politique d'ouverture à droite, et début d'une bataille de longue haleine.

En ce sens, l'élection de Mitterrand ouvre une situation qu'il convient de mettre à profit pour recomposer une force révolutionnaire, à même d'animer la remobilisation unitaire des travailleurs, d'engager un combat résolu contre toute forme de racisme, de nationalisme et d'exclusion, de reconstruire un projet de changement social offrant une perspective à ces combats.

Face au Front national, à la décomposition dont il est porteur, ces objectifs apparaissent de plus en plus comme marqués du sceau de l'urgence nécessaire.

PASQUA CHOISIT SES AMIS

◆ « Depuis 1986, le gouvernement de Jacques Chirac s'est trouvé confronté à une double cohabitation. Avec M. Mitterrand d'abord, qui ne nous a pas facilité la tâche. (...) Ensuite, nous avons dû nous adapter à une seconde cohabitation : celle qui résulte de notre système de coalition. Le gouvernement, pour la première fois sous la V^e République, ne tenait pas sa légitimité du président de la République mais de la majorité de l'Assemblée nationale. M. Chirac a dû permettre que s'expriment en son sein les sensibilités diverses de cette majorité. La politique suivie par son gouvernement a toujours dû emprunter la ligne médiane entre ces sensibilités. Son action s'est donc limitée aux points sur lesquels les deux grandes familles de la majorité étaient d'accord. Dans un certain nombre de domaines, nous ne sommes pas allés aussi loin que je l'aurais voulu. »

◆ « Il y a sûrement au Front national quelques extrémistes mais, sur l'essentiel, le Front national se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité. Seulement il les exprime d'une manière un peu plus brutale, un peu plus bruyante.

« Que les électeurs du Front national soient préoccupés par les risques qu'une immigration incontrôlée fait courir à l'ordre public et à l'identité nationale me semble légitime, et nous partageons ces inquiétudes.

« Il faut cependant qu'ils comprennent que nous avons commencé depuis deux ans à redresser la situation. Notre grande carence aura été une explication insuffisante de notre action. »

■ Interview à *Valeurs actuelles*, numéro du 2 au 8 mai 1988.

PCF : les soubresauts

LA CRISE A SUIVRE...

« Nous avons déjà noté que ceux qui, n'acceptant pas les choix du XXV^e Congrès, s'étaient organisés en conséquence avaient échoué dans leur entreprise de division des communistes. Le cheminement de Juquin et ses résultats lamentables en témoignent. Sans doute des manoeuvres vont-elles être à nouveau tentées pour, à l'issue de cette élection, semer le doute chez les communistes. Déjà *Le Monde* et *Libération* les ont annoncées et tout montre qu'ils leur accorderont la plus large place. Cela n'entraînera que mépris de la part des communistes qui, après s'être donnés à fond dans cette bataille difficile, sont unis autour de la politique qu'ils ont eux-mêmes décidée et vont s'efforcer de toujours mieux la mettre en œuvre.

Notre parti a, en effet, le moyen de résister à toutes les pressions, aussi gigantesques soient-elles. Ce moyen s'appelle la démocratie. »

■ Rapport de Georges Marchais, in *l'Humanité* du 28 avril 1988.

Comme prévu, un complexe processus de décision s'est mis en marche au sein du PCF dès le lendemain du premier tour : consultation des comités fédéraux, comité central ouvert par un rapport fleuve de Marchais, adoption à l'unanimité, au terme de deux jours de discussion, d'un « Appel » : « Vous pouvez compter sur le Parti communiste français ». Pourquoi cette lourde machinerie ? Non pas pour débattre des raisons du nouveau recul subi par le PCF et des responsabilités de la direction dans la situation ainsi créée. Il s'agissait plus modestement de décider de la consigne de vote donnée par le Parti pour le second tour de l'élection présidentielle. *« Les résultats du premier tour l'indiquent : l'issue va dépendre pour une large part du vote des électrices et des électeurs communistes. Si celles et ceux qui ont voté André Lajoinie s'abstenaient au second tour, la victoire de la droite serait assurée. Que le Parti communiste propose l'abstention est donc inconcevable. C'est pourquoi nous appelons les électrices et les électeurs qui, dimanche dernier, ont voté André Lajoinie et ont ainsi choisi le vote anti-Chirac et anti-Le Pen, à leur barrer la route le 8 mai. Cela implique de voter pour François Mitterrand. »*

L'observateur extérieur est en droit de s'étonner. Il était clair, Marchais y insiste dans son rapport, que le PCF ne pouvait se fixer pour objectif d'être présent au second tour qui, inéluctablement, allait se jouer entre Mitterrand et le représentant de la droite. La direction a expliqué, dès le comité central de février, qu'elle n'établissait pas un trait d'égalité entre l'un et l'autre. Et qu'elle se déterminerait « en fonction de ce qui sera le plus de nature à faire avancer les propositions de notre programme, voire le moins de nature à y faire obstacle ». C'était préparer les conditions de l'appel au vote pour Mitterrand. Par ailleurs, tous les sondages montrent que l'écrasante majorité des électeurs communistes était en tout état de cause déterminée à voter pour le candidat de gauche au second tour. Il ne restait donc plus au

comité central, en avant-garde éclairée, qu'à suivre avec beaucoup de retard la décision des électeurs communistes. Toute autre décision ne pouvait être que suicidaire, amenant à se couper de cet électorat et à rompre totalement avec le PS, ce qui condamnerait définitivement toute possibilité de préserver quelques mairies lors des prochaines élections municipales.

N'empêche que, pour le comité central du PCF, l'évidence ne semble pas être allée de soi. Il a fallu longuement discuter et, dans l'expression publique, multiplier les restrictions mentales (cf. encart au verso). Il est clair que nombre de militants et une partie de l'appareil renâcle et, sans doute, dans le « secret de l'isoloir », n'endossera pas la « moindre responsabilité » dans... l'élection de Mitterrand.

Telle est l'impasse dans laquelle, systématiquement, s'enfoncent la direction du PCF. Depuis son départ du gouvernement, celle-ci s'est cantonnée à faire ingurgiter au Parti, à hautes doses, un antisocialisme primaire censé lui redonner santé et assurance révolutionnaire. Mais, à la veille du second tour, la direction doit affronter l'agressivité antisocialiste, ainsi étiquetée « révolutionnaire », qu'elle a si ardemment alimentée. Douleuruses et disgracieuses contorsions ! Et quelque peu dérisoires au regard du problème posé : une nouvelle perte électorale, de 30 % par rapport à 1986, qui ramène le PCF à son plus bas score historique. En 1981, le score de Marchais représentait une perte d'un quart de l'électorat communiste, en 1988 le score de Lajoinie représente un nouveau recul de plus de 50 % par rapport à celui de Marchais. Du coup, toutes les municipalités communistes sont en péril. Comme le souligne Gilbert Wasserman dans *Politix*, c'est moins un déclin qu'un « effondrement historique ».

Or, il est indéniable que le PCF a mené une campagne extrêmement vigoureuse, y compris en n'hésitant pas à aligner la CGT sur le vote Lajoinie, et qu'il existait un

espace politique réel compte tenu de la politique du PS et de la campagne de Mitterrand. Les résultats obtenus n'en sont que plus accablants. Ce problème, la direction Marchais refuse de l'aborder. Dans son rapport, le secrétaire général enregistre une perte de voix : « Nous perdons un peu moins de 700 000 voix et 3 % »... Le seul terme de comparaison adopté est celui des élections législatives de 1986. Ce qui permet d'expliquer le recul uniquement en fonction des difficultés spécifiques, pour un candidat communiste, d'une élection présidentielle. D'autant que, cette fois, c'est un véritable complot qui a été ourdi : censure, propulsion de la candidature Juquin par le PS, et même Le Pen ne semble avoir été là que pour affaiblir le PCF... Car « l'objectif d'une neutralisation de notre parti, pour 1988 et pour après, est pour les forces du capital véritablement névralgique ». Voici pourquoi le score est en recul ! Les moyens mis en œuvre ont en effet permis de masquer la réelle remontée du PCF telle qu'elle est confirmée par les élections partielles.

L'explication est-elle rassurante ? Peut-être. Anesthésiante, sûrement ! Marchais « oublie » qu'il a été candidat à une élection similaire il y a sept ans, et que la comparaison s'impose entre les 15,3 % de 1981 et les 6,8 % de 1988. Cet escamotage permet d'occulter deux questions lancinantes : pourquoi cet effondrement ? Que sont les anciens électeurs communistes devenus ? Questions dramatiques qui, toutes deux, renvoient à une même interrogation sur la politique et les responsabilités de la direction du PCF. Celle-ci se débat comme un beau diable pour s'en dépêtrer. En affirmant qu'il n'y a pas effondrement mais recul temporaire. Et en récusant l'angoissante interrogation : quel est cet électoral populaire qui a voté Front national ?

La comparaison limitée à mars 1986 et le retour en force de la thèse du « glissement à droite de la société » permettent d'expliquer que les anciens électeurs communistes se sont abstenus ou ont voté Mitterrand. Ce qui veut dire que c'est un nombre infime qui a pu voter pour Juquin, et, surtout, qu'il est certain qu'aucun n'a voté Le Pen. Ce n'est pas voir l'évidence : le lien intime entre la progression de Le Pen

dans les villes et banlieues ouvrières et la destruction du tissu social que signifie l'effondrement du PCF. Face au terrible pro-

« Nous nous devons de dire la vérité : ce n'est pas de gaieté de cœur que les communistes, et beaucoup de celles et de ceux qui ont voté le 24 avril, déposeront ce bulletin dans l'urne. François Mitterrand a tourné le dos à ses engagements dès 1982, en renouant avec la politique d'austérité. Il porte une grave responsabilité dans les difficultés de plus en plus intolérables infligées à des millions de salariés, de retraités, de chômeurs, de jeunes. Son septennat a été un des pires pour ce qui est des atteintes aux libertés dans les entreprises. Il est co-auteur avec Chirac de la ruineuse et dangereuse loi de surarmement de la France. Son obsession est d'affaiblir le Parti communiste, comme on l'a vu encore cette fois avec la mise sur orbite de la candidature Juquin, qui s'est finalement soldée par un fiasco. Enfin, comme Chirac, il se présente en champion de « l'Europe de 1992 » si néfaste pour notre pays et notre peuple. Il veut appliquer, s'il est réélu, une politique qui devra tout à la droite et rien à la gauche et il veut le faire — il l'a déjà dit — avec un gouvernement comprenant des ministres de droite.

« Notre décision de vous appeler à voter François Mitterrand le 8 mai n'implique aucune illusion sur ce qu'il s'apprête à faire. Le Parti communiste français entend empêcher la victoire de Chirac et de Le Pen. Mais nul ne saurait lui faire endosser la moindre responsabilité dans la politique de François Mitterrand. »

■ Extrait de l'appel du comité central, in *l'Humanité* du 29 avril 1988).

blème ainsi posé, les « explications » de Marchais font figure de sinistres palinodies. Un refus de regarder la réalité en face qui fait penser aux ultimes sursauts de vie des agonisants.

F. S.

LE PCF ET LA CGT : PLAIDOYER PRO DOMO

« Permettez-moi de m'arrêter sur la portée de la déclaration de la Commission exécutive de la CGT. Ce texte a été le produit d'une réflexion collective de la CGT sur l'enjeu réel de l'élection présidentielle, qui s'est affirmée et développée au fur et à mesure de l'avancement de la campagne, et qui s'est traduite par le constat et l'affirmation de convergences avec les propositions de notre parti. Ni plus ni moins. Ceux qui ont présenté cette prise de position comme le résultat d'une manipulation ourdie par quelques dirigeants de la CGT aux ordres du Parti communiste ne comprennent rien ni aux réalités de la première confédération syndicale de France ni à ce qu'est l'attitude constante de notre parti à l'égard du mouvement syndical. La CGT est indépendante de l'Etat, du patronat, des Eglises, de tout parti. Nous sommes partisans de cette totale indépendance, nous n'avons jamais tenté de la mettre en cause, et nous nous félicitons qu'elle se soit manifestée une nouvelle fois à l'occasion de cette échéance difficile pour la classe ouvrière. »

■ Rapport de Georges Marchais, in *l'Humanité* du 28 avril 1988.

A l'extrême gauche : Trotsky se retourne dans sa tombe...

L'obscur campagne

Assurément, la candidature de Pierre Bousset soutenue par le MPPT aura fait, avant la campagne officielle, l'objet d'un scandaleux black-out des grands médias.

Pierre Bousset se voulait le candidat de l'unité des travailleurs « et des organisations » (lesquelles ? se demandaient d'ailleurs les auditeurs peu habitués au discours « trotskyste » confidentiel) face à la trahison par Mitterrand du « mandat » de 1981. Soit, mais pourquoi faire alors cavalier seul, alors que cette préoccupation de reconstruire l'unité des travailleurs était partagée par tous ceux qui ont soutenu Pierre Juquin. Mais c'est là encore au lendemain du premier tour que l'on a pu légitimement s'interroger sur le sens de cette unité. Ne vous divisez pas, disait Pierre Bousset aux travailleurs... abstenez-vous ! Avec une interprétation toute personnelle des écrits de Léon Trotsky qui expliquait que le front populaire des années trente faisait le lit du fascisme par sa politique, Pierre Bousset en a déduit que Mitterrand était tout autant l'allié objectif du Front national que Chirac ou Pasqua. Là encore, qui peut comprendre un tel aveuglement, et une consigne de vote aussi grave ?

Le MPPT évolue dans une inquiétante dérive. Nos « trotskystes unitaires » ont perdu précisément tout sens de l'unité face à l'extrême droite. Là encore, voici d'étranges trotskystes qui ont oublié qu'un des combats essentiels de Trotsky fut la lutte contre la III^e Internationale stalinisée qui rejetait dans le même camp le fascisme et la social-démocratie, rebaptisée « social-fascisme ».

La campagne de nos camarades de Lutte ouvrière leur a permis de tenir, comme ils nous y ont habitués, toute leur place dans cette campagne. Les 2 % de votes en faveur d'Arlette Laguillier confirment la permanence depuis quinze ans d'un courant radical, qui refuse le capitalisme, dans sa gestion de droite comme dans sa gestion de gauche. Il s'agit d'un vote de classe sans ambiguïté, et tous les révolutionnaires ne peuvent à ce niveau que se réjouir de son existence.

LUTTE OUVRIERE OU LES DANGEREUSES DERIVES

Mais les problèmes politiques commencent au-delà de ce constat positif. Une nouvelle fois, Arlette Laguillier s'est contentée d'une campagne de propagande et de dénonciation sans perspectives. La campagne de 1988 ressemblait comme une sœur à celle de 1981 et à celle de 1974. Et nous pensons qu'une nouvelle fois la politique de nos camarades de Lutte ouvrière n'a pas répondu aux problèmes concrets que se posent les travailleurs et les militants. Quelle alternative nous propose-t-on face au désarroi du mouvement ouvrier, sinon purement et simplement d'adhérer à Lutte ouvrière qui petit à petit, au fil des ans, se gonflerait au fur et à mesure de nouvelles couches militantes ? Si un tel raisonnement avait un sens, pourquoi les scores d'Arlette Laguillier restent-ils si égaux à eux-mêmes depuis toutes ces années ?

Ce caractère atemporel de la politique de Lutte ouvrière est devenu éclatant entre les deux tours et pose tout de même de graves questions. Arlette Laguillier avait annoncé avant le premier tour qu'elle ne se désisterait pas au second tour en faveur de François Mitterrand. C'est avec stupeur que nous avons vu que l'événement majeur du 24 avril, les 14 % du Front national, n'avait pas troublé un instant la position de nos camarades. Certes, la politique de la gauche au gouvernement, gérant loyalement la crise sur le dos des travailleurs, n'a pas été pour rien dans la montée de l'extrême droite. Mais de là à en déduire qu'il est indifférent pour les travailleurs de se retrouver ou non avec Chirac et Pasqua au gouvernement, avec Le Pen arpant les antichambres pour leur dicter ses conditions, c'est véritablement faire preuve d'un terrible aveuglement. Bien que sans illusion sur la politique de Mitter-

rand, conscients que c'était avant tout dans le développement d'une alternative à gauche que se trouvait la vraie réponse à Le Pen, des millions de travailleurs n'ont heureusement pas suivi les sirènes abstentionnistes implicites du PCF ou explicites de Lutte ouvrière. Ici, le vote de classe, élémentaire, pour faire barrage, le temps d'une élection, au Front national, n'était pas du côté de Lutte ouvrière. Les mêmes positions de principe en apparence de bon sens ont abouti à une aussi grave erreur quant au droit de vote des immigrés. Une chose est d'affirmer qu'en général ce n'est pas le droit de vote en lui-même qui permettra aux travailleurs de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Autre chose est de refuser de voir l'importance d'un droit démocratique, ici et maintenant, comme avancée dans la lutte. En considérant le droit de vote pour les travailleurs immigrés comme un faux problème, Lutte ouvrière a pris le risque de se retrouver en fort mauvaise compagnie, avec tous ceux qui s'y opposaient. Le sectarisme gauchiste peut ainsi faire bon ménage avec l'opportunisme le plus grave, et conduire à se retrouver, au mieux, avec la « fausse gauche » que l'on dénonce si fort par ailleurs.

Restent les perspectives pour le futur. Si l'on en croit l'appel d'Arlette Laguillier pour le second tour, nos camarades de Lutte ouvrière ne les envisagent qu'avec les militants du PCF, parce que ce parti serait encore paré des vertus d'un « vrai » parti ouvrier. Plus que quiconque, nous sommes attentifs à l'unité dans les luttes avec tous les courants du mouvement ouvrier, et nous pensons qu'une force nouvelle à gauche devra aussi répondre au désarroi des militants du PCF. Mais à l'heure où ce parti s'effondre inexorablement dans une agonie sans espoir, à l'heure où tant de militants ne se reconnaissent plus dans les formations politiques traditionnelles, voire même dans les organisations syndicales, la politique de Lutte ouvrière laisse beaucoup de monde de côté. Nous, nous pensons qu'une alternative révolutionnaire, pour être crédible, doit s'efforcer de répondre aux interrogations de toutes les couches et de tous les courants, et qu'il ne doit pas y avoir de laissés-pour-compte. Une telle démarche, qui prolonge celle du front unique dans la lutte, nous semble infiniment plus fidèle à ce que fut jadis le combat de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale. L'avenir, nous en sommes sûrs, permettra de trancher.

F. D.

Campagne Juquin : un premier bilan

Le score de Pierre Juquin (639 000 voix, 2,1 %) n'est pas bon. Essentiellement parce qu'il ne permet pas de faire apparaître la réalité de la recomposition à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier. Sa minceur va servir d'argument universel à tous ceux que cette campagne gênait. A l'inverse, celui de Waechter, qui ne dérangeait à l'évidence personne, est salué par tous comme un exploit, alors que la prouesse a consisté à confirmer l'existence d'un électorat écologiste de l'ordre de 4 % (1 149 000 voix et 3,78 % pour Waechter, 1 126 000 voix et 3,9 % pour Lalonde en 1981). Les 2 % vont être brandis comme la preuve que l'entreprise consistant à tenter de faire apparaître une force neuve à la gauche du PS et du PCF est nécessairement vouée à l'échec. Voici nos sondeurs rassurés qui avaient pronostiqué d'emblée qu'un tel agrégat ne pouvait que plafonner à 2%*. Et Marchais d'exulter devant ce score « lamentable » qui signe le « fiasco » de la candidature Juquin. Car il est clair que le PCF peut, lui, se revendiquer d'un score glorieux, promesse de succès...

Pour convaincre, il eut fallu créer « l'événement » électoral. Tel n'est pas le cas. Il convient de souligner combien ce score national masque des différenciations importantes : dans certains quartiers ouvriers, à forte présence communiste, et où la campagne s'est ancrée à une réalité militante, on constate des résultats significatifs. Mais, malgré cela, on est encore loin de la matérialisation d'une réalité électorale nouvelle. Celle-ci supposerait qu'une fraction notable de l'électorat, avant tout communiste, qui aujourd'hui s'abstient ou vote à contre-cœur pour le PCF ou le PS, bascule. Sur la base d'exemples apparus dans quelques villes, la leçon à tirer du scrutin est non pas l'impossibilité d'une telle évolution, mais le constat qu'elle ne se fera pas du jour au lendemain et sans autres interventions qu'une simple campagne électorale.

C'est de ce point de vue, nous semblait-il, qu'il convient de tirer un premier bilan de la campagne. Celle-ci eût-elle été infiniment meilleure qu'elle n'eût pas créé de

miracle. Peut-être aurait-il été possible, au mieux, de franchir le cap du million de voix, ce qui, bien sûr, aurait revêtu une tout autre signification.

Certes, il ne s'agit pas de nier les limites et les carences de cette même campagne. Laissons au comité central du PCF la tenace coutume qui consiste à saluer l'admirable-campagne-du-remarquable-candidat qui, hélas (encore une fois), n'a pas recueilli le nombre de voix qu'elle méritait... Dans le cours même du déroulement de la campagne ont été soulignés dans *Rouge* et dans *Critique communiste* un certain nombre de problèmes rencontrés : les faiblesses de l'argumentation sur les revendications ouvrières centrales, le brouillage en fin de campagne du profil général du candidat face aux autres forces du mouvement ouvrier, du fait de certains glissements vers un évanescent « ailleurs » (genre « société de troisième type »), et le cafouillage sur la question de l'éventuelle participation gouvernementale.

En même temps, le dynamisme de la campagne a pâti du manque de clarté et de confiance dans les relations entre le candidat, son équipe de direction, les organisations et les comités le soutenant. On peut penser qu'une énergie militante et des capacités politiques ont été de la sorte perdues, se traduisant par un déficit réel au regard de ce qui eût été possible. Ces flottements ont été particulièrement sensibles au moment décisif de la fin de campagne, en particulier du fait de l'absence d'initiative centrale permettant de donner à celle-ci un point d'orgue.

Toutes choses qui renvoient à des problèmes de fond. Il était légitime de la part de Pierre Juquin de ne pas vouloir être emprisonné par un cartel d'organisations dont il aurait été le porte-parole. Il convenait, et nous en étions d'accord, que Pierre Juquin parle au nom des forces susceptibles de se rassembler pour cette campagne et allant bien au-delà des organisations initiatrices. Cela, bien sûr, ne pouvait qu'entraîner des rapports complexes entre les diverses composantes parties prenantes et le candidat. En découlait-il l'impossibilité d'établir une plate-forme de cam-

* Cf. Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré : « Avant toute entrée en matière, les sondages ne lui [Pierre Juquin] accordent d'ailleurs que 2 % des voix, un petit point seulement étant prélevé sur le score du candidat officiel du parti. » (*In le Nouveau Président*, octobre 1987, Seuil). Et *l'Etat de l'opinion, clés pour 1988*, Seuil, où Pierre Juquin est crédité, selon une enquête de mai 1987, de 2 % des intentions de vote.



Campagne un premier

féministes, jeunes, écologistes... En même temps, l'élection présidentielle, particulièrement difficile, est venue avant que ce rapprochement ait pu se tester et s'approfondir sur un terrain autre qu'électoral. Sans doute faut-il rechercher là l'origine des difficultés rencontrées. Mais, en même temps, tel est l'acquis fondamental de cette campagne. Réalité politique et militante qu'il n'est pas question de mesurer à la seule aune d'un score électoral.

La campagne de Pierre Juquin a permis de concrétiser un rapprochement entre des forces différentes sur une base politique qui est celle des principaux thèmes défendus au cours de celle-ci. Défense intransigeante des principales revendications, combat vigoureux contre la droite et l'extrême droite, dégagement d'une perspective anticapitaliste de changement social, appuyée sur la mobilisation unitaire, l'auto-organisation, et ouvrant la voie à un socialisme autogestionnaire... L'assistance aux meetings, la constitution et l'intervention des comités de soutien, l'écho des thèmes défendus par Juquin, témoignent qu'une telle orientation répond à une réelle aspiration parmi les travailleurs et la jeunesse. Celle-ci demande à être approfondie, les faiblesses apparues au cours de la campagne renvoient à des ambiguïtés politiques liées au bilan de l'union de la gauche et de l'expérience du gouvernement de gauche, aux difficultés à articuler démarche de large unité ouvrière et affirmation d'une force révolutionnaire. Il y a là objet à des discussions qu'il est possible à présent d'approfondir.

L'essentiel dans l'immédiat est de s'appuyer sur les acquis de la campagne pour les confirmer, à l'occasion des nouvelles échéances de la lutte des classes. Il apparaîtrait d'ores et déjà que la force militante rassemblée au cours de la campagne a résisté à la déception liée au score électoral. Ainsi elle s'est mobilisée dès le lendemain du 24 avril pour affronter les échéances de la nouvelle situation. En particulier la bataille pour un 1^{er} Mai unitaire.

Tirer collectivement le bilan de la campagne, entre toutes les composantes concernées — Pierre Juquin et son équipe, les comités et les organisations —, doit y aider.

campagne permettant de clarifier l'accord général entre toutes les forces impliquées et « cadrant » la campagne ? Nous ne le pensons pas. Si ce travail avait été fait, il aurait aidé à lever les méfiances existantes et aurait favorisé l'insertion pleine et entière des comités et des organisations.

Ces difficultés renvoient à un problème plus fondamental : comment mener une telle campagne, marquée par une incroyable personnalisation, et donc une outrancière dimension médiatique, en l'absence d'une force collective militante déjà constituée, expérimentée, trempée par une pratique politique commune pas seulement électorale ? Le bilan ne peut être tiré abstraction faite de l'état de la recomposition politique dont elle fut l'expression. La campagne de Pierre Juquin a permis de concrétiser une première convergence entre des forces venant d'horizons différents et porteuses d'expériences diverses : renovateurs communistes, LCR, PSU, FGA, PAC, syndicalistes des diverses centrales,

Et Olivier Durtaine et Jérôme Laffré... Avant toute élection ou matière les candidats ne lui... Juquin... d'ailleurs que... voix... point... seulement... sur le score... officiel du... Nouveau... 1987... l'état de l'... pour 1988... Pierre Juquin... selon une... 1987... de 2... intentions de...

Table ronde

MAI 68

Nous l'avons tant aimé

Table ronde avec :

Daniel BENSARD, Gérard FILOCHE, Jacques KERGOAT et Michel LEQUENNE

◆ Critique communiste — *L'heure est à la commémoration de Mai 68. Vingt ans après, les livres fleurissent. Génération, de Hamon et Rotman, est un best seller. D'autres, nombreux, dans des registres divers, voient le jour. Engageons, nous aussi, ce retour sur Mai 68. Vingt ans après, qu'est-ce qui vous semble le plus important à mettre en lumière concernant ce qu'on a appelé les « événements de mai » ?*

Michel Lequenne — A cette table, Mai 68 ne sera pas seulement une « affaire de génération ». Et c'est bien, car s'il est incontestable que 68 est d'abord une explosion de la jeunesse et essentiellement du mouvement étudiant, ce fut, aussitôt, grâce à ce formidable détonateur, tout autre chose...

Il faut examiner pourquoi, alors que le mouvement étudiant a entraîné une grève plus importante que la France n'en avait jamais connue, en masse de grévistes, les espoirs qui étaient portés par ce mouvement n'ont pas été réalisés, pourquoi la jonction ne s'est pas réellement faite, pourquoi enfin un mouvement qui avait un caractère révolutionnaire n'a pas débouché sur une véritable révolution.

Il faut donc cerner quelles étaient les illusions, causes effectives du fait que cela n'a pas débouché, et quel est l'élément positif incontestable qui en est sorti. En effet, si les espoirs portés par le mouvement, espoirs révolutionnaires, ne se sont pas réalisés, même pas comme « pré-révolution », comme mouvement préparatoire, à l'image de 1905 en Russie qui peut être analysé comme répétition générale, il y a eu autre chose : on a pu parler de « révolution culturelle », et je crois que c'est indéniable. Il y a un bouleversement de la culture, des mœurs, qui part de là, bien qu'ayant des racines auparavant, et qui est d'une importance considérable.

PAS UNE AFFAIRE DE GÉNÉRATION

Gérard Filoche — Je crois qu'il ne faut pas parler de « génération » quand on traite de 68. Ce mot est le titre d'un livre qui est une sorte d'œuvre de pyromanes sur l'histoire : avec un lance-flammes, ils ont détruit la réalité d'un immense mouvement de masse, de toute une période historique et ramené cela aux pérégrinations de quelques familles errant dans le quartier Latin,

grossissant artificiellement des personnages en fonction de leur importance ultérieure.

En ce vingtième anniversaire, il faut d'abord rejeter ce genre de présentation dénaturée, celle de Hamon et Rotman, comme celle de Cohn-Bendit. Cohn-Bendit, c'est un élément usé, qui avait été médiatiquement porté au pinacle durant les événements, au détriment des vrais acteurs, les dix millions d'ouvriers grévistes... Depuis, il se survit, en racontant maintenant que Mai 68 était « un mouvement du XIX^e siècle » ! Voilà encore une idée qu'il faut rejeter vigoureusement : Mai 68, c'est plutôt un avant-goût des mouvements du XXI^e siècle ! Ce n'est même pas la « suite » 1936-1945-1968, c'est le début de quelque chose qui montre ce que seront à l'avenir tous les mouvements dans les pays capitalistes avancés ; c'est-à-dire des mouvements révolutionnaires qui toucheront jusqu'aux tréfonds des populations concernées. On ne peut comprendre les mouvements révolutionnaires à venir qu'à partir de Mai 68, qui représente la première grande crise révolutionnaire du XXI^e siècle. Un pays entier, une classe ouvrière dans sa totalité, des couches sociales contaminées par le mouvement de la classe ouvrière se mettent à bouger ensemble. S'il y avait quelque chose de vieillissant là-dedans, c'était les théories anarchistes ou staliniennes, de Cohn-Bendit à Waldek-Rochet ; s'il y avait quelque chose du XIX^e siècle, à côté de la plaque, c'était les idées des gauchistes décomposés qui ont sans arrêt alimenté une fantasmagorie sur Mai 68, au détriment de la réalité puissante, massive, démocratique du mouvement, et sans comprendre comment la conscience de millions de gens, de petites gens, même pas syndiqués souvent, qui ne faisaient pas de politique, peut être amenée à changer dans une crise révolutionnaire. C'est cela qui est essentiel à comprendre dans Mai 68, et non pas les tentatives ultérieures pour se l'accaparer.

La comparaison avec le mouvement des jeunes de décembre 1986 va d'ailleurs dans ce sens : ce mouvement avait des liens profonds, comparables à 68 ; on a vu des millions de jeunes en mouvement, toute une société à nouveau concernée et c'est allé jusqu'au bord de Mai 68 ; pas jusqu'au bout mais jusqu'au bord. Et quand il y aura encore de grandes secousses dans notre pays, cela se passera ainsi.

J'ai lu récemment que des jeunes de décembre 1986 avaient dit que « Mai 68, c'était vieux » ; mais,

pour eux, cela signifiait qu'ils voulaient faire mieux, plus loin, plus vite. C'est typique : quand il y a une situation de combat, de lutte, de clash entre un mouvement massif et le pouvoir, les gens se ressourcent spontanément, en se comparant avec Mai 68, en cherchant à transposer le meilleur de ce mouvement, plus en avant... Ce fut le cas de tous ces jeunes du mouvement qui sont souvent aujourd'hui dans le Parti socialiste, comme hier, en 1968, ils étaient souvent dans le PC, en sortaient ou y entraient, en tout cas étaient « autour », ce qui, à vingt ans d'intervalle, est comparable. Ces jeunes de décembre 1986, ils nous ressemblaient ; et il ne s'agit pas d'une question de « look », mais d'une question politique, la question de savoir comment des mouvements de masse, des crises révolutionnaires surgiront à l'avenir.

LES « EFFETS RETARDS » de 68

Jacques Kergoat — J'ai plutôt envie de réagir à la question de la « révolution culturelle » soulevée par Michel. Cette notion a été employée d'une manière qui est dangereuse. Le point de vue où nous étions placés par rapport à la réalité sociale du mouvement, comme le point de vue où étaient placés la plupart des gens qui étaient à même de théoriser en tant qu'acteurs conscients le mouvement de Mai 68, ont fait qu'il y a eu une relativisation de ce qui s'est passé dans la classe ouvrière. Je crois qu'il faut le reconnaître ; la comparaison avec le mouvement de décembre 1986 est aussi intéressante de ce point de vue, car on a, en 1986, des mobilisations étudiantes plus importantes que les mobilisations étudiantes de 1968.

Ce qui se passe à l'extérieur, ce qui est visible et repéré, ce sont de grandes manifestations charpentées par la jeunesse étudiante ; mais, au quotidien, la réalité c'était la gestion quotidienne des luttes ouvrières, et pas seulement dans les endroits où il n'y avait pas de grandes concentrations étudiantes. J'ai passé Mai 68 dans le 15^e arrondissement de Paris, où la réalité de tous les jours, c'était Citroën, la CGCT, l'Imprimerie nationale, les chèques postaux, et où le mouvement étudiant venait comme une ponctuation. Si on regarde les chiffres, autant il y a eu un peu fanstasme sur l'aspect « autogestion-contrôle » dans les usines en Mai 68, autant en ce qui concerne la massivité de la grève, des secteurs profonds de la classe ouvrière qui se mettait en mouvement, c'est quelque chose qui a été largement sous-estimé et, au demeurant, toujours peu étudié...

Sur l'aspect « révolution culturelle » : si on veut dire par là qu'il y a eu une diffusion et un choc dans l'ensemble de la société, c'est vrai au niveau des mœurs, mais on a alors une acception très large de la notion de révolution culturelle... Je trouve frappants les « effets retards » de Mai 68. Hamon et Rotman expliquent que « cent nouveaux terrains de construction » étaient ouverts, mais qu'ils ont été recouverts par une pratique populiste et ouvriériste. C'est inexact. Une série de phénomènes ne sont parvenus à maturité qu'après 68. On peut en dresser une liste assez impressionnante : la question des travailleurs immigrés est absente de Mai, pourtant c'est déjà une grande partie de la classe ouvrière, mais cela ne débouchera qu'en

suite ; la question de la place de femmes dans la classe ouvrière, et non seulement dans la société en général, n'est pas posée non plus ; et je plaide que la question de la jeunesse n'est pas vraiment posée en 68 : les problèmes de la jonction du mouvement étudiant avec l'ensemble de la jeunesse n'apparaissent que bien après. Même chose pour les problèmes de l'armée, du racisme — et pas seulement des travailleurs immigrés — qui ne seront posés qu'après Mai 68. Toute une série de problèmes de la « société civile » n'apparaissent qu'à retardement, et c'est une des raisons pour lesquelles il faut revenir sur la notion de « répétition générale », terme qui, à l'usage, ne s'est pas révélé excellent...

On peut aussi, pour relancer le débat, traiter de notre propre bilan. Deux choses rapides là-dessus. Comment avons-nous abordé le problème du rapport avec les grandes organisations ouvrières traditionnelles ? Disons globalement que la compréhension que nous avons du front unique restait tout à fait relative et largement insuffisante. Et je pense que cela n'est pas sans rapport avec la manière dont nous nous étions dégagés du Parti communiste : il n'y avait pas beaucoup de thèmes possibles sur lesquels pouvait se faire la scission de 1965, on peut dire d'ailleurs rétrospectivement qu'il n'y avait pas vraiment le choix, mais qu'elle ait eu lieu sur le thème du refus du soutien à la candidature de Mitterrand n'est pas resté sans entraîner de lourdes conséquences. L'incompréhension du processus de reconstruction d'une gauche traditionnelle et non communiste, déjà à travers Mai 68, a aussi influé sur les questions de front unique.

La deuxième chose qui a pesé dans les années suivantes, pour ce qui concerne notre bilan, est le télescopage des rythmes : l'idée, sur laquelle Daniel et Alain reviennent dans leur livre récent, que l'histoire nous mord la nuque et que l'on dispose de très peu de temps pour construire un instrument adapté...

LEÇONS POUR L'AVENIR

Daniel Bensaïd — Sur l'idée de Mai 68 comme première grève générale, crise révolutionnaire du XXI^e siècle, je suis d'accord. C'est une façon plus correcte de présenter les choses, pas seulement comme polémique vis-à-vis de ceux qui parlent d'un mouvement du XIX^e siècle, mais aussi pour des raisons plus profondes : c'est la première grève générale d'une société moderne, urbaine, où le prolétariat est fortement majoritaire. « L'effet 68 » n'est pas seulement de contagion, mais plus profond et social : dans la mise en œuvre des formes d'action et des formes de lutte, une capacité d'attraction et d'explicitation de revendications sociales, d'aspirations démocratiques qui se polarisent autour de la classe ouvrière et diffusent dans tous les secteurs de la société, allant jusqu'à faire irruption dans tous les mécanismes institutionnels. On assiste à des ébauches de crise de domination de l'appareil d'Etat qui sont effectivement des leçons pour l'avenir. C'est bien ce qu'il faudrait approfondir.

Maintenant, parler d'« effets de retard » me rend plus réticent, cela suppose que des acteurs n'auraient pas été vraiment au rendez-vous. Le vrai problème est la mise en perspective de 68 : on devrait prendre au

ped de la lettre l'idée, spontanée et finalement assez juste, que ce n'était qu'un « début ». Ce qui était faux, après coup, par découragement ou désenchantement chez certains interprètes, c'est d'avoir confondu le début et la fin. L'idée de Mai comme un point culminant, après quoi plus rien n'est vraiment possible... Celle selon laquelle ce n'était qu'un début était beaucoup plus juste politiquement à ce moment-là.

Le paradoxe français tient à la disproportion entre, d'un côté, l'ampleur et la dynamique d'un tel mouvement et, de l'autre, le degré limité de développement des formes d'organisation démocratique. Et par conséquent des ruptures, importantes mais limitées, avec les formes politiques traditionnelles. A partir de là, l'idée que c'est un début, une onde de choc dont les répercussions se retrouvent ensuite sur le terrain culturel et aussi dans les pratiques du mouvement ouvrier, jusqu'à Lip en 1974, est beaucoup plus fonctionnelle comme mise en perspective.

Ce qui m'inquiète dans les « célébrations » actuelles n'est donc pas l'aspect de mise en valeur d'une révolution culturelle, que nous avons intérêt à saisir comme expression d'une radicalisation sociale, mais

sur le soutien à Mitterrand est-il lourd de quiproquos pour la suite ? Possible... Mais il représente également un point de départ significatif : dans l'histoire du PC, le fait que, à la première épreuve, il s'est effacé au premier tour devant quelqu'un qui n'était pas à l'époque le candidat du Parti socialiste. Le problème politique était bien posé. Qu'après, ait pu naître une série d'ambiguïtés, notamment l'incompréhension du développement possible, après Mai, d'une gauche non communiste, c'est possible, et on peut en rediscuter.

DES POSSIBILITES NOUVELLES

Michel Lequenne — Sur la problématique de Mai comme « première révolution du XXI^e siècle posée par Gérard, je crois que c'est juste, mais à condition de préciser une chose : que c'était inconscient ! Car la direction étudiante travaillait sur le modèle ancien ; si on veut commencer à comprendre pourquoi cela n'a pas été plus loin, il faut l'admettre. La jonction avec la classe ouvrière ne s'est pas produite pour plusieurs raisons. D'abord parce que les organisations révolu-



plutôt qu'on en vienne à partir de cet aspect à étouffer les autres. Je suis en train de lire l'ouvrage de Henri Weber : c'est une véritable entreprise de dépolitisation autour de 68 ; paradoxalement, pour des gens qui sont tentés de faire aujourd'hui le procès du marxisme, on voit un déterminisme, non pas vers la société sans classe, réconciliée, mais un déterminisme du progrès et de la modernité. Finalement, Mai devient un moment nécessaire de la modernisation. Plus d'enjeux politiques, plus de choix, plus d'alternatives possibles, on est sur des rails !

Pour reprendre ce que disait Jacques sur notre sortie du PC et ses conséquences, il est intéressant de revoir nos origines. Le fait que nous ayons été exclus

tionnaires avaient très peu de liens avec la classe ouvrière. On avait beau travailler sur le modèle du parti bolchevik, cela faisait une sacrée différence avec ce parti avant la Révolution russe ! J'étais en 1968 à la direction du syndicat des correcteurs, et j'ai là le livre de Blondeau qui retrace son histoire. On y trouve la résolution adoptée le 25 mai 1968 par le syndicat, dont j'ai écrit la synthèse. Elle est d'un radicalisme considérable et montre tout ce qu'il aurait été possible de faire à l'époque avec une autre implantation ouvrière.

Mais, surtout, beaucoup plus qu'en 1936, on a vu en 1968 démarquer un grand nombre d'entreprises qui n'avaient jamais fait grève. C'était un premier niveau, et il existait un décalage énorme avec le mouvement

étudiant, très gauchiste, voire ultra-gauchiste, et la faiblesse de notre implantation ouvrière ne pouvait le combler. Voilà la raison fondamentale de l'échec, cette dissociation entre ce qui se faisait de spontané et une direction très en avant, mais très en avant sur un mode intellectuel.

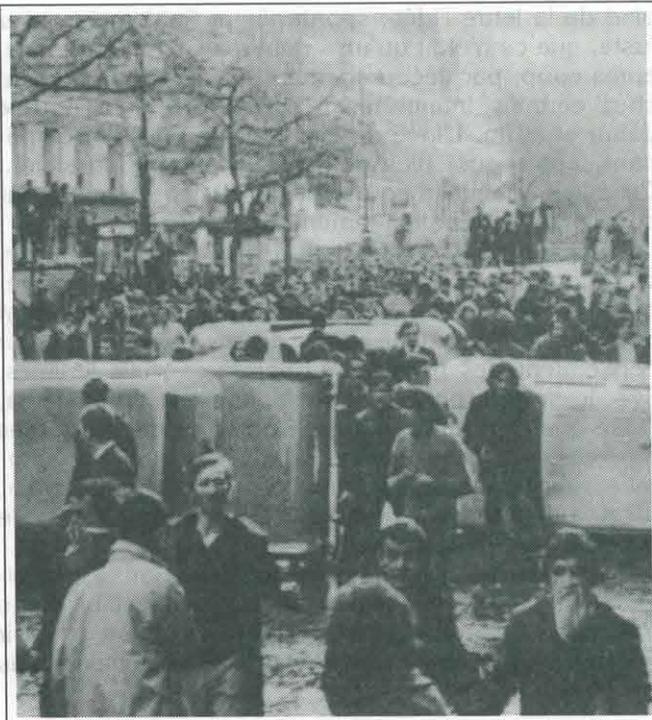
Quand je parle de « révolution culturelle », je ne vise pas seulement Mai, j'englobe tout ce qui s'est passé après grâce à Mai, la prise de conscience qui s'est opérée ensuite. Quant à la conscience en 1968, elle est en retard. Et elle l'est même quand elle est radicale, puisque son radicalisme regarde en arrière. Mais des éléments apparaissent, qui vont prendre forme plus tard, comme l'autogestion et le féminisme, ce qui sera le plus important et qui se développera d'ailleurs à partir de la décomposition du mouvement maoïste qui était, il ne faut pas l'oublier, très fort à l'époque, mais qui, lui surtout, regardait en arrière. En arrière et « ailleurs » : la fascination du modèle tiers mondiste jouait à plein dans ce courant, et au-delà.

S'il est vrai que ce mouvement annonce les mouvements du XXI^e siècle, c'est qu'on y décèle un aspect de refondation du prolétariat, englobant toutes les nouvelles couches de travailleurs, y compris ceux qui n'ont pas encore conscience d'être des prolétaires. Des mouvements comme celui des chercheurs de Saclay indiquent le surgissement de cette conscience d'appartenir à une classe travailleuse, qui n'est pas le prolétariat traditionnel. Il y a eu des reculs plus tard. Mais il y avait là un élément nouveau et riche de toutes les promesses, qu'il faut souligner.

Notre inadaptation politique à ce qui s'est passé ne tenait pas seulement à ce que nous disposions d'un modèle insuffisant, mais aussi à ce que nous ne saisissions pas les possibilités nouvelles qui s'offraient et apparaissaient pour la première fois.

◆ **Critique communiste** — *N'êtes-vous pas, les uns et les autres, en train de procéder à une sorte de reconstruction mythique de Mai 68 ? Vous parlez de signes annonciateurs du XXI^e siècle, vous dites « massivité », mais est-ce le critère ? Est-ce vraiment une caractéristique par rapport aux autres crises révolutionnaires ? Il y a une grève générale qui s'arrête à mi-chemin, des phénomènes d'auto-organisation assez limités... La construction d'un mythe esquivé une appréciation et un bilan plus sérieux de Mai 68, y compris en intégrant des éléments de comparaison avec ce qui s'est passé dans le reste de l'Europe, par exemple en Italie... Ne croyez-vous pas ?*

Gérard Filoche — Je suis opposé à tout mythe autour de 68. Mais la mode aujourd'hui ne consiste pas exactement à mythifier 68 ! On entend plutôt : « On s'est trompé, c'était pas si massif que cela, finalement est-ce que les gens y ont vraiment cru, regardez comme ils ont voté en juin, etc. » Je suis en désaccord avec toute révision en baisse de cette explosion historique, cette attitude s'accorde trop bien avec certaines trajectoires et est factuellement erronée : la massivité, après tout, ne découlait pas automatiquement de l'extension du salariat, et il aurait pu y avoir plus de salariés et moins de grévistes qu'en 36 ! Cette spontanéité dans le développement des grèves, cette secousse qui ébranle tout le pays jusqu'aux provinces les plus reculées, et qui fait vaciller l'Etat... Ce sont toutes



les caractéristiques de ce que dans nos meilleurs livres nous appelions *une crise révolutionnaire*. Je ne suis même pas d'accord pour parler simplement de grève générale ou réduire cela à l'« amorce » d'une crise révolutionnaire : tout y était, même et y compris l'affrontement avec le pouvoir, le vide du pouvoir à un moment donné et, du fait qu'il ne soit pas comblé, le gouvernement qui se ressaisit, et le reflux inévitable qui arrive après ! C'est tout cela qui explique qu'on en parle encore vingt ans après et qu'on en parlera encore dans trente ans ! Pas seulement nous, d'ailleurs : je rencontre dans les services où je travaille des dames de cinquante ans qui ne sont pas toujours syndiquées mais qui entretiennent pourtant un souvenir radieux de Mai 68 ; elles pensent encore qu'il faudrait que les choses recommencent comme à ce moment-là ! Et je vous assure qu'il ne s'agit pas toujours de personnes d'avant-garde, particulièrement combattives, parfois même pas de gens qui votent à gauche, mais elles ont ce souvenir presque indicible : il y avait quelque chose de profondément collectif et elles l'ont ressenti comme tel...

UN SOUVENIR RADIEUX

En regardant les grands mouvements qui ont suivi : l'Italie, le Portugal en 1974-1975, jusqu'au mouvement de décembre 1986, on assiste à des répétitions de ce phénomène. Je crois que c'est ce qu'il nous faut assimiler : les crises révolutionnaires à venir ne se feront plus avec des avant-gardes qui prennent des Palais d'Hiver mais avec des gens concernés, informés par tous les médias, radios, télévisions, journaux, qui sauront sur le moment que telle grève, tel mouvement a été réprimé, qui, à un moment donné, entreront en soutien avec cela, et il y aura une extension très rapide,

oui, je crois que cela se répètera, et ce n'est pas un pari...

Je suis complètement d'accord avec ce qu'a dit Jacques sur le poids encore mésestimé de la classe ouvrière dans le mouvement. J'étais dans la région rouennaise. On ne parle jamais de la province à propos de Mai 68, ce qui est grave et dommage. Au début, le mouvement était là aussi étudiantin, j'étais dans le comité de grève, avec des gens comme Dominique Pouchin, Jean-Marie Canus, Jean-Claude Laumonier, nous dirigions complètement la fac, les lycées se vidaient quand on y allait pour les faire débrayer, cela a duré une semaine, dix jours... Et puis, cela a commencé vraiment quand les ouvriers se sont mis de la partie : je me souviens très bien, c'était un 15 mai, vers 5 h du matin, un groupe d'ouvriers de Renault-Cléon sont venus frapper sur les volets, j'habitais au rez-de-chaussée, pour me dire que depuis la veille au soir ça y était, l'usine était en grève ! Pour nous, qui intervenions depuis trois ans, avec notre feuille hebdomadaire ou quinzomadaire dans l'entreprise, c'était énorme. Dès le lendemain, une grosse délégation de Renault-Cléon venait à la fac ! Moi, je nie le fait que le mouvement étudiant ait été le « détonateur », ou encore une « avant-garde tactique », toutes ces bêtises que nous avons dites et écrites après coup : les étudiants n'avaient jamais été qu'une plaque sensible qui reflétait la montée du mouvement ouvrier avant Mai, les luttes pémonitoires comme celles contre les ordonnances sur la Sécurité sociale, la Saviem, etc. Le mouvement étudiant s'est inscrit là-dedans ; et le contact avec les ouvriers n'a pas pris la forme mythique d'une « jonction » inventée après, c'était la réponse à un problème très politique : comme les directions syndicales, ouvrières, ne faisaient rien pour développer ces luttes, ces grèves ouvrières, des travailleurs se tournaient vers les étudiants pour trouver l'appui qui faisait défaut ailleurs. C'est à ce moment-là que tout est parti comme un feu de paille dans la région rouennaise : c'était le véritable mouvement de Mai qui commençait ! Quelle dénaturation dans toutes ces histoires sur Mai, tous ces films, comme *Mourir à trente ans* — où l'on voit des étudiants qui se battent, qui règlent des comptes entre eux, loin de toute la classe ouvrière, dans leurs familles à eux, film où le principal acteur n'est pas là !

Dernière idée : l'important est de tirer la leçon politique ; pour ce qui nous concerne, il faut dire qu'à ce moment-là et après nous n'avons pas été à la hauteur... Nous avons pourtant un programme, le programme trotskyste, celui de la IV^e Internationale, qui nous aimait, mais en pratique nous avons été gauchistes, en pratique nous avons été archaïques. Comme tu l'as dit, Jacques, nous étions en partie déterminés par les modalités de notre sortie du PCF... Ecrire « Elections, piège à cons » et faire campagne en 1969 sur la farce électorale, c'était un non-sens, par rapport même au mouvement réel de mai qui avait un ressort démocratique ! Sur la question du pouvoir aussi, beaucoup de bêtises ont été criées, comme « pouvoir populaire », alors que nous avions dans notre programme les moyens d'être beaucoup plus précis. Sur la question des syndicats, enfin, quand on pense qu'un an après 68 nous avons quitté l'UNEF pour aller, utopie absurde, vers un Mouvement du 22 mars natio-

nal... C'est dément comme faute politique, non ? On sent dans tout cela un immense gâchis : nous étions portés par Mai 68 et, à cause d'un gauchisme dans le langage et les orientations, un archaïsme, nous nous sommes minorisés... Voilà ce qui m'intéresse comme leçon à tirer : ce gauchisme-là, en saisir toutes les nocives implications, et se réapproprier Mai 68 comme un mouvement de masse, comprendre pour l'avenir qu'il ne faut pas se marginaliser par rapport à un tel mouvement de masse.

Jacques Kergoat — Je trouve utile de revenir sur nos insuffisances. Nos incompréhensions, elles, existent, mais, mesurées à l'aune de celles des autres courants politiques, elles sont quand même très relatives. Il faut garder, je crois, une vision d'ensemble.

Evidemment, elles ont des racines : la question du débouché politique n'a pas été véritablement traitée par notre courant en Mai 68, et donc il y a une part de responsabilité dans la manière dont les choses ont pu s'étioler ensuite. « Gouvernement populaire oui, Mitterrand-Mendès non ! » : ce n'était pas erroné, mais cela esquissait la question du débouché politique. On peut effectivement dire qu'à cette époque Mitterrand n'était pas le dirigeant d'une organisation ouvrière — Mendès, c'est un peu plus compliqué —, mais je crois qu'il y avait quand même quelque chose derrière tout cela, la vision d'un dialogue direct et institutionnalisé pour des années entre le stalinisme et les révolutionnaires, vision qui faisait l'impasse sur une série d'autres possibilités.

LA GREVE GENERALE

Par exemple, je suis tout à fait persuadé que la bataille contre le ralliement du PC en 1965 à la candidature Mitterrand au premier tour était une bataille juste et nécessaire ; ce que je pense, et qui est différent, c'est que le fait que ce point ait été choisi — dans la mesure où l'on a choisi, bien sûr — comme thème d'une scission du PC, que la sortie se soit effectuée à ce sujet, n'a pas entraîné les mêmes conséquences que si elle s'était faite sur d'autres points... Cela a laissé des traces, importantes.

Je voudrais revenir sur l'analyse du mouvement lui-même. Une chose est frappante : une des manières de nier Juin 1936 a été de mettre en avant les aspects fête-culturel, défoulement, etc., et une des manières de nier 68 va être aussi celle-là. Autre chose également significatif : les témoignages de repentis de 68 sont rarement des témoignages de dirigeants ouvriers du mouvement, même réformistes. Je crois aussi que, s'il faut à l'heure actuelle mettre l'accent sur ce qui s'est passé dans la classe ouvrière en Mai, ma tentation ne serait pas forcément de mettre en avant ce qui s'est passé à Saclay, je le dis franchement. Il est vrai que la classe ouvrière a offert un miroir, a entraîné d'autres couches qui se sont reconnues, qui se sont jointes au mouvement. Mais il faut relativiser : par rapport à ce qu'étaient les théories en vogue dans le mouvement ouvrier — celle de Mallet, par exemple, qui était le « grand théoricien » ! — consistant à valoriser la « nouvelle classe ouvrière », certains ont essayé de présenter Mai comme un mouvement de ces nouvelles catégories, de présenter des luttes dirigées par des cadres, des

techniciens. Mais ces expériences sont restées plutôt marginales, parfois troubles, je ne crois pas que c'était la caractéristique principale du mouvement. Si on prend l'exemple de Flins — déjà présenté à l'époque comme le type de l'usine moderne, avec le début de la robotisation —, on s'aperçoit que la lutte est principalement et massivement la lutte d'ouvriers jeunes et dépourvus de qualification, une lutte d'OS. Ce sont ces couches qui se mettent en mouvement et qui impriment leur style.

Nous vivions avec notre culture politique, et il y avait en son centre la question de l'auto-organisation. Mais la classe ouvrière telle qu'elle existe en Mai 68 n'a pas vécu d'expérience d'auto-organisation depuis la Libération, en tout cas de façon massive et significative. L'exemple de 1953 a existé, oui, mais dans un secteur très délimité, les PTT. Il n'était pas possible d'espérer qu'en un mois de temps la compréhension de l'auto-organisation aille énormément au-delà de ce qu'elle a été. La mise en branle du mouvement, le phénomène d'occupation des usines étaient des éléments importants ; par contre, je crois que l'idée de remise en route des usines ne correspondait pas à l'état de maturation réel dans la classe ouvrière.

PAS UN NOUVEAU MYTHE

Daniel Bensaïd — Je ne crois pas non plus que nous tombions dans un nouveau mythe de Mai. On peut avoir une vision assez sobre. Il y a aujourd'hui une entreprise de minimisation de Mai. Par rapport à cela, l'idée que ce qui est central, contrairement à ce qui est répandu sur le « marché », n'est pas le mouvement étudiant mais la grève générale, la crise de société avec pour point de départ la radicalisation de la jeunesse... tout cela est juste.

Deuxièmement, ce qui importe ce n'est pas la massivité comme quantité arithmétique, c'est sa portée sociale. C'est vrai qu'il ne faut pas être bêtement hexagonal : il y a des expériences, peut-être moins concentrées dans le temps, dans des pays voisins, qui sont plus profondes. On peut prendre Mai 68 comme point de référence d'un processus de radicalisation à l'échelle de l'Europe, de montée des luttes ouvrières, mais cela peut entraîner des processus trompeurs, par exemple de considérer que la France est le sanctuaire de la radicalisation, ce qui serait erroné, même dans les années soixante-dix. D'accord donc pour remettre les choses en proportion. Mais demeurent des éléments qui ne sont pas mythiques.

D'abord sur l'aspect culturel. Ce qui est faux c'est, au nom de cet aspect, de réduire Mai à peu de chose : d'en aplatir la dimension politique en disant « C'est un processus de modernisation de la société qui aboutit à la légalisation de l'avortement, aux lois Auroux... »

En revanche, voir dans Mai, après les Trente Glorieuses, le point de départ d'une contestation sur tous les terrains, de la vie quotidienne, d'une nouvelle moralité, de la revendication de nouveaux droits, qui dessine une culture, mais pas au sens artistique, une culture sociale qui met en cause le fonctionnement social dominant, c'est justifié. Et c'est une précondition pour opposer une légitimité différente et projeter un

fonctionnement social différent. Tout cela n'aboutit pas nécessairement. Cela dépend des luttes politiques, mais c'est important. Si l'on se réfère à la notion d'hégémonie, l'idée qu'avant une crise révolutionnaire doit se dessiner dans toutes les dimensions sociales un système de valeur s'opposant aux vieilles valeurs, on a eu des germes de cela...

A partir de là, on peut, c'est vrai, souligner les limites de Mai en termes de leçons stratégiques. Mais si on prend le débat avec les réformistes, qui soulignaient que dans les sociétés modernes on a un Etat tellement complexe et ramifié qu'il est impossible de continuer à vouloir le briser, on a, avec Mai, l'exemple de comment une grève générale, par son impact, peut introduire des éléments d'implosion dans le réseau institutionnel ; même si cela ne résout pas le problème du « noyau dur », des corps répressifs, de l'appareil de coercition. Je crois qu'il faut dire que l'expérience de Mai est précieuse, vitale, qu'elle annonce beaucoup de choses sur les futures crises révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés, mais qu'elle est limitée, et qu'il n'est pas neutre d'être capable de saisir ces limites. Car il y a des risques de transformer Mai en un « modèle », d'accentuer l'idée que « c'était la crise révolutionnaire » par excellence peut amener à une certaine démoralisation pour la suite, du genre « on a manqué l'occasion... », ou encourager une ligne spontanéiste : la révolution en Europe occidentale devenant un Mai 68 un peu plus poussé sous l'aspect démocratique. Je ne crois pas à cela.

Je reviens à l'idée de départ : Mai 68 est un point de retournement, un point d'inflexion où les grands équilibres issus de la guerre commencent à vaciller, mais commencent seulement. Car si les partis réformistes réussissent très vite après Mai à reprendre pied, à crédibiliser leurs solutions, c'est la trahison certes, mais c'est aussi parce qu'il y a tout un jeu institutionnel qui n'est pas bloqué ; les syndicats et les partis ont préservé leurs fonctions, les rouages de négociation — c'est avant la crise économique —, les mécanismes de concertation avec la classe dominante, tout ce système est bousculé, rogné aux ailes, certes, mais pas balayé par Mai. Il est normal d'en expliciter les raisons, sans sombrer dans une entreprise politique de minimisation de Mai.

Enfin, je voudrais rappeler à Michel qu'il n'y avait pas que les étudiants à travailler sur le modèle et les représentations du passé, on peut relire les productions du PCI à l'époque, la référence, ici aussi, c'est Juin 36... Et c'est normal, car tout n'est pas négatif dans cette référence au passé : en effet, soit il y a un culte du passé, des modèles, etc. soit il y a une réappropriation féconde des éléments de l'histoire pour comprendre le présent, et cela c'est utile et nécessaire. Cela dit, il est vrai que sur la compréhension de certains éléments de nouveauté, certaines formes de radicalisation, nous avons été un peu lents à la détente... Et ce n'est pas sans rapport avec le gauchisme : l'idée de l'imminence de la révolution, la notion de « répétition générale » ne nous aidait pas à tout intégrer... Et le gauchisme n'était pas seulement présent dans l'interprétation de Mai mais aussi dans

une vision stratégique sur le moyen terme d'où découlerait une politique.

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

Michel Lequenne — Je travaille en ce moment sur la Révolution française. On voit bien que dans tout événement important, il y a de l'ancien et du nouveau qui sont mêlés. Notre rôle, ensuite, est de trier et de voir les éléments qui sont importants pour la suite.

Je crois que, en Mai 68, il y avait pas mal d'« ancien » dans la conscience de ceux qui essayaient de penser le mouvement... Et le « nouveau » était principalement sous-jacent, c'est après que cela s'est dégagé... Gérard a tendance à tordre le bâton dans le sens opposé aux courants dominants actuellement. Il ne faut pas aller trop loin en ce sens. Dire que le mouvement étudiant n'a pas été le détonateur de Mai n'est pas juste... Et quand il dit que les réformistes empêchaient que les grèves sporadiques ayant eu lieu auparavant se rassemblent en un mouvement d'ensemble, il indique justement pourquoi il a fallu un détonateur pour que cela prenne quand même, et ce fut évidemment le mouvement étudiant...

Il est juste de dire qu'en Mai, il y avait des tas de niveaux d'engagement dans le mouvement qui ne se recoupaient pas : des gens, souvent en province, qui démarraient sur des revendications très limitées, et puis, au sommet de la pyramide en quelque sorte, des gens qui avaient un niveau de conscience très élevé... J'ai donné tout à l'heure l'exemple de cette résolution du Syndicat des correcteurs qui allait très loin... Mais tout cela n'était pas « en phase ». Et nous-mêmes, nous baignions dans ce climat de radicalisation... C'est pourquoi tu exagères aussi, Gérard, quand tu opposes notre gauchisme de l'époque à notre vieux programme trotskyste qui aurait dû nous ne préserver... C'est plus compliqué : moi qui fus un des plus fermes adversaires du gauchisme de cette période, eh bien ! malgré tout, nous aussi, les anciens, nous y avons cru ! Il y a eu une erreur d'optique, collective, qui provenait du radicalisme ambiant dans lequel nous nous trouvions.

Quant à toi, Jacques, je crois que tu fais aussi une erreur à propos de Saclay et de Mallet : Mallet expliquait qu'il y avait une nouvelle classe ouvrière « de sommet » qui allait remplacer l'ancienne. Je le sais pour avoir polémique avec lui, de l'intérieur du PSU... Saclay ne confirmait pas Mallet. Cela le démentait : on y voyait de nouvelles couches « supérieures », hautement qualifiées, qui étaient entraînées par un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière ; et c'est pourquoi il ne faut pas dire que c'était secondaire. Au contraire, cela montrait un processus d'homogénéisation...

Je suis d'accord avec Daniel pour donner un sens très large à l'idée de « révolution culturelle »... Mais tout se lie. Ainsi des éléments aussi « vie quotidienne », aussi vides de politique que la mutation du vêtement. Dans le feu du mouvement, et surtout après, s'estompent les différences culturelles entre ouvriers et employés, etc. Ces choses-là sont subtiles mais elles sont importantes, c'est un travail sur les consciences. De même sur la question du féminisme, qui est apparue plus tard : le féminisme avait disparu des consciences

depuis la Seconde Guerre mondiale et c'est un mouvement qui est extrêmement important du point de vue révolutionnaire nouveau.

Gérard Filoche — Je reste en désaccord avec la notion de « détonateur » appliquée au mouvement étudiant. Il faut en tout cas la remettre à sa juste place. Est-ce que c'est le mouvement étudiant qui a entraîné seul la vague de grèves, ou est-ce que c'est aussi le 13 mai,



puissant, unitaire, au moment où le gouvernement a une faiblesse, qui consolide, qui donne son élan et qui peut garantir tout le déploiement du mouvement ? Pour comprendre cela, il faudrait toute une histoire de la remontée des luttes ouvrières avant Mai, à partir de 1963, et la grève des mineurs, qui reste à faire. On verrait qu'il est plus juste d'analyser Mai à partir de la classe ouvrière que de dire « il y avait des étudiants et ils ont réveillé tout le monde ! »...

Il est également faux de récuser la notion de crise révolutionnaire du fait que cela n'a pas débouché, et qu'on risque donc de se démoraliser... Non : il y a eu une crise révolutionnaire, elle n'a pas débouché victorieusement, c'est donc qu'il y manquait quelque chose, mais quoi exactement ? C'est là qu'il faut comprendre quelque chose que nous avons trop tardé à saisir : l'échec final vient du poids des organisations traditionnelles, la question numéro un pour comprendre pourquoi Mai 68 n'a pas débouché réside dans la question du poids et du rôle des appareils, du PC, du PS et des directions syndicales... Notre programme nous aidait à le comprendre mais, sur le moment, nous l'avons nié, pas compris... Et nous avons mis encore des années à comprendre que lorsqu'il y a une crise révolutionnaire, la radicalisation traverse d'abord les organisations traditionnelles avant de les mettre en crise, dans

un laps de temps plus ou moins long, et de trouver l'urgence, la nécessité d'un parti révolutionnaire.

Et qu'est-il arrivé dans la décennie des années soixante-dix ? Ce PS, qui était groupusculaire en Mai 68, est devenu le parti qui a obtenu l'écrasante majorité des voix des travailleurs ! Et tout cela s'est soldé en 1981 : d'un certain point de vue, la victoire du 10 mai 1981 est un effet différé de 1968. Différé à cause du poids, de la trahison, de la politique de collaboration de classe des deux grandes organisations ouvrières, le PS et le PC. Et il y a eu un renversement du rapport des forces entre ces deux organisations après Mai qui est consécutif au tremblement de terre de Mai, à ce séisme où le PC, à ce séisme où le PC était en première ligne.

C'est pourquoi il faut être très prudent quand on analyse la radicalisation aujourd'hui : j'ai lu le livre de Bensaïd et de Krivine, et je ne suis pas du tout d'accord avec, ni sur l'analyse de Mai ni sur celle des années qui ont suivi... Mais quand je lis au début du bouquin que ce qui est dramatique pour les jeunes de 1986 c'est que, comme Isabelle Thomas, ils sont sociaux-démocrates à vingt ans, j'ai envie de dire : « Mais alors combien de milliers de jeunes devraient se reprocher d'avoir été stalinien à vingt ans en Mai 68 ou avant ? » En fait, ils étaient stalinien sans l'être, d'abord parce que le PC était une grande organisation qui constituait le réceptacle de leur radicalisation, comme aujourd'hui le PS l'est pour des dizaines de milliers de jeunes, ce qui ne veut pas dire qu'il sont, au fond, des sociaux-démocrates. Plutôt que de cracher sur ces jeunes qui sont aujourd'hui au PS, pas plus qu'il ne fallait le faire sur nous qui étions au PC à l'époque, il vaut mieux comprendre les voies réelles, les cheminements subtils de la radicalisation.

Il faudrait revenir également sur la façon dont, en Mai, nous avons balbutié le mot d'ordre de « gouvernement populaire », sur les questions du pouvoir qui sont centrales, surtout dans les crises révolutionnaires, comme l'a confirmé l'expérience du Portugal ensuite. Je crois qu'on aurait dû dire qu'il fallait un gouvernement des organisations ouvrières majoritaires, c'est-à-dire du PC et du PS, et opposer ainsi la volonté majoritaire de chasser le pouvoir gaulliste — sans crier « élections, trahison », j'espère qu'on ne criera plus cela ! — au refus timoré des réformistes de dessiner une solution politique au mouvement... Il y a là plein d'enseignements à tirer pour l'avenir, je ne suis pas encore sûr que nous ayons fini de le faire...

LE MORAL ET LE MATERIEL

Jacques Kergoat — Je crois que sur la question « Mai 68, c'est vieux, 86 c'est mieux », Isabelle Thomas a tenu des propos plus complets que ce qui en est rapporté dans le bouquin de Daniel et Alain. Je crois aussi tout à fait qu'on peut comprendre qu'il y a actuellement au Parti socialiste des gens qui n'y sont pas uniquement en termes d'aplatissement par rapport à la social-démocratie. Cela dit, il y a des choses qu'on ne peut pas laisser passer : c'est curieux d'ailleurs, car Gérard, dans ses écrits, a souvent mis en valeur une distinction, dont je ne suis pas un fanatique par ailleurs, entre le centrisme sénile et le centrisme juvénile.

Mais acceptons cette façon de poser les problèmes en termes de dynamique de mise en perspective... De ce point de vue précisément, on ne peut pas justifier un parallèle strict entre les générations : excuse-moi, mais entre les militants qui à l'époque quittaient ou étaient sur le point de quitter le Parti communiste et les militants qui aujourd'hui entrent dans le Parti socialiste, ce n'est pas la même évolution, la même trajectoire !

Il serait peut-être intéressant de réfléchir à l'opposition « jeunesse de 68 » et « jeunesse de maintenant ». Je crois qu'il y a finalement pas mal de traits communs, malgré les différences. Daniel abordait tout à l'heure les questions de morale : à mon avis, la génération de la lutte contre la guerre d'Algérie avait tout autant de déterminations morales que la génération de maintenant. Il y a une escroquerie gigantesque à essayer de faire croire qu'il y a une forme d'attirance actuelle de couches de la jeunesse vers le PS qui viendrait du fait qu'elle est une génération morale, parce qu'alors on va parler de la génération du *Rainbow Warrior*, de la génération de Machoro, de la génération du Carrefour du développement, j'en passe et des meilleures...

Mais c'est vrai qu'il faut comprendre pourquoi s'est produit ce phénomène capital de la période 1968-1988 qu'est la reconstruction du Parti socialiste, construction qu'à mon avis on ne peut pas réduire à l'affaiblissement des idées révolutionnaires, des idées de 68. Il y a des choses mêlées : pour certains, le regroupement au sein du PS parce que c'est perçu comme un barrage à la droite ; pour d'autres, un renoncement plus délibéré aux idées de révolution. Il y a les deux...

J'ai le sentiment que dans la période qui vient, il y a des choses extrêmement « matérielles » qui vont prendre le pas sur les questions dites « morales » : par exemple la question du racisme, avec ce à quoi nous allons être confrontés du fait de la poussée de Le Pen, et qui va devenir à mon avis très « matérielle » et un peu moins morale ; je suis absolument persuadé que la reconstruction d'une génération féministe se fera autour de questions matérielles plutôt que morales ; on peut reprendre aussi le mouvement de la jeunesse de 1986 : je signale qu'il s'est fait principalement aussi sur des questions dites matérielles et pas seulement morales.

Michel Lequenne — L'intérêt d'expériences comme Saclay n'était pas de confirmer Mallet mais de montrer la richesse de l'éventail présent en Mai 68. D'un côté, des boîtes qui démarrent sur des revendications élémentaires et, de l'autre, des expériences très avancées... Et un premier mouvement, une première tendance à l'homogénéisation.

Je crois qu'on peut parler d'un mouvement qui avait un caractère de crise révolutionnaire, sans que cela implique la possibilité d'un développement automatique en révolution. On en était même très loin. Il ne faut pas se raconter d'histoires ! On sortait d'une longue période de boom économique, trente ans de plein emploi, avec des syndicats qui étaient devenus essentiellement des organisations de négociation de petites revendications. Quand on a eu des responsabilités dans le mouvement syndical pendant ces trente ans-là, on se souvient que tout radicalisme paraissait comme ridicule, gauchiste, sans aucun écho !

Quant à nos positions, je crois que nous aussi avons un retard théorique, qui tenait dans une grande mesure à la nature de la période précédente. Les plus engagés d'entre nous dans le mouvement syndical, je parle de l'avant-Mai, étaient contraints d'en rester à une activité d'aiguillon au sein d'un mouvement ouvrier réformiste. Par contre, l'activité qui avait le plus grand caractère révolutionnaire c'était l'activité étudiante, et ce n'est pas par hasard que là s'était réfugiée la vie politique, là et pas dans les syndicats. D'où le rôle central dévolu au mouvement étudiant dans le mouvement de Mai. Il ne faut pas faire resurgir la thèse du mouvement étudiant petit-bourgeois. On a mis des années à évacuer cette simplification. N'oublions pas que de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1968 la masse étudiante avait été multipliée par dix. Attention à ne pas y revenir maintenant.

Notre expérience politique, à nous « Quatrième », était aussi tournée vers l'extérieur, vers le tiers monde : il ne faut pas oublier que l'un des grands débats qui a sous-tendu la rupture avec le courant de Pablo en 1965 était là-dessus ; pour lui, l'épicentre de la révolution s'était déplacé dans le tiers monde et il fallait une certaine audace pour lui opposer, dans ces années-là, que l'épicentre demeurait dans les pays capitalistes avancés !

Le mouvement vers le Parti socialiste représente l'affaiblissement des espoirs de Mai 68. Les gens qui le rejoignent aujourd'hui, y compris des jeunes, le font avec un souci d'efficacité qui représente ce qu'il y a de plus négatif dans le modernisme, en rejetant toute perspective révolutionnaire, même posée en termes complètement nouveaux. Et, en effet, je crois que cela n'a rien à voir avec l'engagement dans les organisations traditionnelles qui avait pour but de les faire exploser dans les années qui précédaient Mai 68.

MAI 68, C'EST VIEUX ?

Gérard Filoche — Quatre choses en conclusion : Mai 68, c'est les ouvriers, pas les étudiants. J'ai forcé le trait, délibérément, parce que je crois qu'il le faut ; d'abord dire : « Mai, c'est un mouvement ouvrier » ! Les étudiants là-dedans, ils ont été un instrument, pas le centre. Le centre, c'était les dix millions de grévistes. Mai, c'est une affaire qui touche les profondeurs du pays, ce n'est pas « l'affaire du quartier Latin ». Mai, ce n'est pas l'affaire de Cohn-Bendit mais celle de l'ouvrier de Renault-Cléon. Mai, c'est d'abord une crise révolutionnaire et pas « la révolution des mœurs » comme on nous la présente maintenant.

Deuxièmement, les responsables de l'échec, ce sont Séguy et Maire, Savary et Waldeck-Rochet, l'attitude des directions traditionnelles est décisive pour comprendre la réalité des rapports de forces, pas seulement pour l'après-Mai mais aussi pendant Mai ! Le verrou était là, le blocage était là, et il faut comprendre qu'à l'époque nous n'avons pas eu les mots d'ordre sur le pouvoir, sur l'unité qui nous auraient permis d'essayer de peser sur la situation, en opposant réellement les masses à ces dirigeants.

Troisièmement : hier comme aujourd'hui, les organisations traditionnelles ont à leur tête des directions traîtres. C'est vrai de celle où se trouve Isabelle Thomas

comme c'était vrai de celle où nous nous trouvions avant Mai. (D'ailleurs, nous y étions pour des raisons tactiques.) Vrai aussi que dans ces organisations, il y a de tout, des motivations diverses et multiples. Mais je dis qu'il ne faut pas mettre sur le même plan les adhérents de ces organisations, qui y vont avec plein d'illusions et de volonté de se battre, et les dirigeants. La différence existe et, en plus, elle m'intéresse : avec les premiers, transformés par une série d'expériences, radicalisés, il faudra se rejoindre pour construire le parti révolutionnaire doté d'une influence de masse que nous voulons, avec les seconds ce sera la lutte au couteau jusqu'à la fin. Travailler sur cette contradiction implique de ne pas rejeter tous ces militants, donc de mettre en valeur la césure avec les directions, pas de la gommer !

Et cela m'amène à la quatrième leçon : pour accomplir cette démarche, pour dégager les jeunes militants socialistes de l'emprise de leur direction, il faut se dégager complètement des oripeaux du gauchisme ! Pareil pour les jeunes communistes, car il y en a encore des milliers et des milliers. Je suis persuadé qu'il n'y a personne d'autre que nous, trotskystes, pour arriver à construire un parti révolutionnaire, ce qui veut dire sans cesse tirer des bilans, se perfectionner, éliminer tout ce qui doit l'être des erreurs du passé. Ce travail fait, on peut y arriver : il faut expliquer aux gens que parti révolutionnaire, cela ne signifie pas « gauchiste », cela ne signifie pas « marginalisme », cela ne signifie pas « extrême gauche », cela ne signifie pas méconnaissance du mouvement ouvrier traditionnel. Mais, au contraire, parti révolutionnaire signifie : unité ouvrière, front unique, démocratie ; égale lutte pour les droits démocratiques, élargissement et pas minorisation ! Voilà la meilleure parade à tous les défaitismes, la meilleure réponse à tous ceux qui nous présentent leurs condoléances ou leur salut de vieux combattants !

La voilà, pour moi, la leçon centrale : sortir définitivement de la groupuscularisation et préparer un nouveau Mai 68 avec une organisation qui ne soit pas en marge, mais au cœur du mouvement ouvrier.

Jacques Kergoat — S'il faut, en conclusion, ne retenir qu'une idée, je dirai que Mai 68 est d'abord la démonstration que, dans un grand pays industrialisé, dont l'économie se porte bien, qui a fini par régler ses problèmes coloniaux, la révolution n'est pas un fantasme. Elle surgit comme actuelle, possible, concrète, au-delà de toutes les discussions à posteriori sur la situation révolutionnaire, prérévolutionnaire, etc. C'est cela le traumatisme, et c'est cela que pour les repentis de tout poil il convient de gommer. Henri Weber est dans ce domaine le plus sophistiqué : il ne lui suffit pas d'expliquer que les aspirations révolutionnaires se sont désagrégées sous le triple impact des déceptions de l'après-Mai, de la démocratisation des sociétés occidentales et des avanies du socialisme existant : il lui faut les disqualifier rétrospectivement. L'actualité de la révolution devient ainsi le « romantisme » révolutionnaire, lequel est aussitôt identifié au messianisme de l'Ancien Testament à peine laïcisé. Hamon et Rotman sont plus directs : en bonne place dans le bilan de 68, il est dit que la génération de 68 a « liquidé la perspective d'une révolution ». C'est à ce prix d'ailleurs que les

uns et les autres peuvent dire — ou faire dire — qu'ils ne renient rien de leur activité de l'époque. Notre démarche ne peut être qu'inverse : utiliser l'éclairage de Mai 68 pour comprendre ce que signifie l'actualité de la révolution dans la France de 1988, à la veille de l'acte unique européen, sous la menace éventuelle d'une nouvelle récession, etc. Ce qui est une tâche à vrai dire assez complexe.

Daniel Bensaïd — Je comprends qu'on dise « Mai 68, c'est vieux », parce qu'il y en a marre des passésistes, des soixante-huitards, etc. Mais qu'on ajoute « 86, c'est mieux », c'est peut-être une image mais, en toute rigueur politique, c'est contestable, non ?

Il y a des éléments de radicalisation qui passent par le Parti socialiste, c'est évident, mais la symétrie avec le PC et nous dans les années soixante ne me convient pas : on pouvait adhérer au PC en 1965, au moment de la révolution cubaine et de la guerre du Viêt-nam, sur l'idée d'un quiproquo et d'un engagement révolutionnaire ; en revanche, je ne pense pas qu'on puisse en 1986 ou en 1984 entrer au Parti socialiste sur l'idée que c'est un parti révolutionnaire ! C'est pas vrai. Et l'idée que la génération morale se trouve exprimée naturellement par le Parti socialiste, Jacques l'a dit, c'est énorme : si on prenait la morale au sérieux, ce serait plutôt une raison pour en partir !

Ensuite, pour conclure en revenant à Mai : « Mai 68, c'était d'abord une grève générale ! », à l'évidence. Il me semble que dans le livre rédigé avec Alain, l'accent a plutôt été mis là-dessus, et on nous reprochera d'avoir sinon minimisé du moins relativisé l'aspect étudiant... « Mai 68, c'est la trahison du PC et du PS ! », c'est également évident : ils avaient les clés en main, ils jouaient le premier rôle, ils l'ont assumé à leur manière, insister là-dessus ne pose pas de problème. Mais c'est après que les vrais problèmes commencent pour nous : comment se comporter dans une telle situation ? Sur quoi devons-nous mettre l'accent ?

Je crois toujours utile d'avoir un retour critique, sobre, sur le passé : nos insuffisances théoriques, nos aveuglements, les éléments de gauchisme qui sont indéniables — pas tellement dans le mouvement lui-même d'ailleurs, mais surtout dans les années qui ont suivi, s'il faut être exact ! —, mais ce regard critique ne doit pas aboutir à de l'autodénigrement.

Ce que nous avons fait avec les forces qu'on avait reste quand même important. Si on dresse un bilan global, qui intègre là où nous en étions avant Mai, la ligne et l'insertion dans le mouvement, les forces et l'expérience accumulées depuis, les comparaisons avec les autres, je crois qu'il n'y a pas grand chose dont nous ayons à rougir aujourd'hui. Et même sur le gauchisme, je crois qu'il faut garder le sens des proportions : en 1967, on a appelé à voter PS et PC me semble-t-il, et dans toutes les élections suivantes aussi ! En 1969, présenter comme nous l'avons fait un candidat à l'élection présidentielle, cela n'allait pas vraiment dans le sens des idées à la mode à l'époque. Il y a donc des nuances dans le bilan.

Il y en a également dans l'affaire des générations. Car, enfin, je veux bien faire la distinction entre la base et la direction ; c'est utile et cela recoupe une réalité,

mais où passe la limite entre les deux ? Je ne veux pas prendre Isabelle Thomas comme tête de turc mais, d'après ce que je sais, elle se retrouve aujourd'hui dans la direction de campagne de Mitterrand, non ? Ce n'est pas exactement l'adhérent de base. Si on veut être négatif par rapport à Cohn-Bendit en 1968, le traiter presque de « décomposé précoce », on ne peut pas, par ailleurs, faire preuve d'angélisme. On peut critiquer féroce la trajectoire de Cohn-Bendit, c'est vrai qu'il a joué de sa personnalité et refusé de construire une organisation, et qu'il se retrouve à présent dans une fonction d'aiguillon critique par rapport au PS, mais enfin on peut reconnaître qu'il avait à l'époque une position autrement plus en rupture avec les appareils et la société que d'autres aujourd'hui. On peut garder le sens des proportions, dans un bilan critique, sur nous et sur les autres aussi.

Propos recueillis par Antoine Artous et Didier Hanne

MAI 68 - MAI 88 TROIS LIVRES DES EDITIONS PEC-LA BRECHE

► **Mai si ! 68-88, rebelles et repentis**, Daniel Bensaïd et Alain Krivine.

« Continuons le combat » ? Parole tenue. Puisque le sens du passé reste l'enjeu des luttes présentes et futures, nous avons enfin voulu dire comment nous préparons l'avenir, avec quelle « suite dans les idées ». Des idées de résistance contre les accommodements, d'hérésie contre le retour des orthodoxies, de rébellion contre les trafics d'indulgence et le commerce des repentis.

Non, nous ne nous sommes pas trompés d'histoire d'amour. La transformation révolutionnaire de la société n'est pas moins nécessaire qu'il y a vingt ans. Elle est peut-être plus difficile, mais plus urgente encore.

► **Retours sur Mai**, Antoine Artous, Francis Sitel, Jacques Kergoat, Pierre Cours-Salies, Jean-Pierre Debourdeau, Daniel Bensaïd. Etudes coordonnées par Antoine Artous.

Les contributions qui forment ce livre rejettent les idées à la mode qui prétendent réduire Mai 68 à une crise de jeunesse, un lapsus de l'histoire. Elles y voient, au contraire, une formidable expérience qui a déterminé les coordonnées politiques de ces vingt dernières années. C'est pourquoi, à l'écart de l'air du temps et des approches dites « sociologiques » ou « culturelles », elles mettent au centre de leurs réflexions les questions politiques et stratégiques.

Il ne s'agit pas en effet de clore une problématique permettant de tourner la page de Mai 68. Mais, au contraire, de continuer une réflexion plus d'actualité que jamais : quels voies et moyens de changement ? Ce changement qui, pour nous, porte le beau nom de révolution.

► **Blak exit to 68, 25 nouvelles policières sur Mai**.

Vingt-trois experts *és* Mai 68 qui, à l'époque (la belle pour cette génération), ont tous vigoureusement tenu le ras du pavé, se penchent vingt ans après sur ce mois mythique. Et c'est à nouveau la révolte, amère parfois, décalée certainement, mais neuve, épurée et toujours intacte, qui cimente ce livre.

68 et l'air du temps

DANIEL BENSAID

Le livre de Henri Weber sur Mai 68, *Vingt Ans après*, illustre une démarche et met en évidence ce qui, aujourd'hui, nous sépare. En sept chapitres qui escamotent purement et simplement la grève générale, mais s'attardent sur « l'esprit du temps », sur la jeunesse comme « nouvel acteur historique » et sur l'« avènement de l'individualisme », il efface toute réflexion stratégique.

EN faisant l'impasse sur le rôle propre des partis, des directions syndicales, des acteurs politiques, il élude les enjeux et les choix, les bifurcations et les possibles. Cette interprétation relève d'une philosophie pratique de l'histoire. Elle met délibérément l'accent — de manière au demeurant sélective — sur les tendances lourdes et les faits de société ; elle participe ainsi du mouvement de dépolitisation qui, réduisant Mai à sa dimension culturelle, désamorce sa charge subversive.

Henri Weber revendique explicitement cette approche, non celle du partisan mais celle du « sociologue » et du « politologue ». Les références et les exergues confirment largement ce choix. A. Touraine, E. Morin, R. Aron, G. Lipovetsky, D. Bell, L. Joffrin y occupent la première place. Etrange sociologie pourtant, qui contourne la classe ouvrière et ne dit pas un mot de la grève générale. Etrange politologie, qui ne fait plus de politique. Une fois de plus, le retour en force, vingt ans après, de la sociologie, confirme qu'elle est, par excellence, la discipline universitaire de l'ordre rétabli : Auguste Comte après la Révolution française, Durkheim après la Commune, et maintenant Touraine ou Lipovetsky. Curieusement, ce pragmatisme sociologique, qui se voudrait aux antipodes du lyrisme messianique d'hier, n'évite pas pour autant une vision téléologique de l'histoire. Il n'est certes plus question de terre promise, de société sans classe, et de monde réconcilié dans une transparence universelle, mais les choses n'en demeurent pas moins ce qu'elles devaient devenir, dans une marche inéluctable au progrès et à la modernisation, dont 68 ne serait qu'une péripétie et un coup d'accélérateur. Bref, le Parti socialiste au gouvernement réaliserait enfin la mission civilisatrice différée par les résistances archaïques de la société française.

Sociologue, Henri Weber se veut aussi savant, et à ce titre d'une lucidité clinique. Il aurait été marxiste révolutionnaire aussi

longtemps que les faits confirmaient les pronostics de la théorie. Soit jusqu'au tournant des années soixante-dix. A partir de là, s'inspirant d'une épistémologie poppérienne sommaire, il constate que les « faits falsifient la doctrine ». Il faut donc, avec le courage qui sied au savant, constater la réfutation et changer de théorie.

LES VERDICTS DE LA SCIENCE ?

L'université française, qui retarde toujours d'une mode, découvre Popper avec près d'un demi siècle de retard. Depuis, la philosophie des sciences a beaucoup évolué. Qu'est-ce qu'un fait ? Qu'est-ce qu'une réfutation ? Il ne manquait pas de faits troublants pour réfuter la théorie de Copernic, et pourtant... Si la solidité d'une théorie est évaluée à la fécondité de son programme de recherche, le marxisme reste au contraire la théorie la plus féconde, non seulement pour rendre compte des mécanismes actuels de la crise, pour les prévoir à contre-courant des idéologies hier en vogue, sur le bon usage et la sortie douce de la crise, mais aussi pour comprendre la course aux armements, les dégâts du progrès, ou l'oppression des femmes.

A condition bien sûr de parler d'un marxisme vivant, en dialogue permanent avec de nouvelles expériences, et non d'une doctrine d'Etat pétrifiée. Car, si « collapse » il y a, Weber ne dit toujours pas par quoi il remplace la théorie défunte, si ce n'est un bricolage sociométrique, sans horizon et sans envergure. Nous tenons au contraire que la seule recherche féconde consiste à éprouver une théorie jusqu'à ses limites, à ne pas l'abandonner à la première difficulté, sans la remplacer autrement que par un magasin d'outils conceptuels hétéroclites.

En réalité, si on appliquait à Henri Weber sa propre méthode, c'est encore lui qui aurait tort. Contrairement à ce qu'il prétend, les



grandes crises, correspondant au retournement des ondes longues du capitalisme, ont été d'une gravité croissante. Celle de 1847-1848 s'est soldée par une convulsion continentale. Celle de la fin du siècle passée n'a été surmontée que par l'expansion coloniale et impérialiste, et la marche à la guerre. Celle des années trente s'est payée de la Seconde Guerre mondiale, Hiroshima, Auschwitz et le Goulag. Qui sait ce que nous réserve la crise qui s'est amorcée, alors que se sont déjà accumulés les menaces nucléaires, les conflits régionaux, les nouvelles et les anciennes pauvretés ?

L'heureuse surprise d'une sortie rapide et douce, infirmant une série statistique certes limitée et une analyse théorique, n'est malheureusement pas la plus probable. Entendons-nous bien. Nous ne confondons pas crise catastrophique et crise finale. A défaut d'une issue révolutionnaire, le capital dictera la sienne propre. Il s'agit de savoir à quel prix et sur le dos de qui. Nous disons donc que les crises ont été de plus en plus graves et rien ne permet de dire que celle-ci dérogera à cette loi. Il faut se préparer au pire : jamais un parti social-démocrate n'a constitué dans ces épreuves autre chose qu'une ligne Maginot politique. Face à l'avertissement Le Pen, il faut au contraire se préparer au pire.

LE FARDEAU SOIXANTE-HUITARD

Refoulée aux marges de la sociologie, la politique n'en est pas moins discrètement présente.

Sous forme de bilan d'abord, dans le registre de l'autosatisfaction. Si la vie nous a changés, dit Henri Weber, nous avons aussi changé la vie (p. 214). Au lieu des convulsions que nous prophétisions, nous aurions eu les douceurs hédonistes de la démocratie, « en guise de malheur, une modernisation

de la société française qui la rend plus vivable ».

A croire que Weber, libéré du messianisme de mauvaise mémoire, reste hanté par un certain sens de l'histoire, celui du progrès, de son majestueux écoulement, de son tranquille cheminement de lumières. Affirmer que nous avons changé la vie est simplement prétentieux, à moins de réduire le changement en question à bien peu de chose, aux antipodes des ambitions d'hier. S'il considère réalisé le programme du vivre autrement, c'est que nous n'avons ni de la vie ni de son changement la même idée.

Quant à la modernisation, elle va de pair avec les années de croissance et de mutations technologiques. Que les classes travailleuses en aient eu leur part, que leurs besoins en aient été historiquement enrichis, quoi de plus naturel ? Mais cette modernisation a sa face d'ombre. Plus vivable notre société ? Cela dépend du point de vue et cela dépend pour qui. Les trois millions de chômeurs, les exclus, les nouveaux pauvres sont l'envers indissociable de la médaille. Le progrès n'est jamais en la matière que relatif à son cortège de régressions.

Plus généralement, Henri Weber s'emploie avec sincérité à sauver de la campagne de dénigrement quelques lambeaux des aspirations soixante-huitardes. Il ne peut cependant s'empêcher d'un jugement d'ensemble qui sonne comme une condamnation : « *La réactivation de la culture anticapitaliste au sein du mouvement ouvrier français, sous l'impulsion de Mai 68 et des soixante-huitards, a certainement contribué à retarder le nécessaire effort de restructuration et de redéploiement de l'économie française, lorsque l'establishment s'y est tardivement résolu. Ce n'est qu'à la faveur de l'expérience du gouvernement de la gauche unie que s'est effectué le découplage entre démocratie et anticapitalisme de principe.* » (p. 157)

Si les mots ont bien un sens, l'effet global de 68 serait donc un entassement pervers de blocages et d'archaïsmes. Et seule la gauche au gouvernement serait venue à bout de cette culture anticapitaliste obstinée. Tout comme les archaïsmes hérités de la Révolution française auraient pour d'autres auteurs handicapé durablement le développement du capitalisme en France. C'est donc seulement en 1983 que la France « *allait entrer bonne dernière* » dans la voie de la restructuration nécessaire (p. 154). Merci la gauche ! Merci Fabius ! Merci Tonton !

Le partage équitable de l'effort de redressement national implique aussi le partage

Hommage à Daniel Guérin

des responsabilités. Henri Weber n'hésite donc pas à établir celle du patronat : « Certes, les chefs d'entreprise français portent une part de responsabilité dans ce décrochage économique des dix dernières années. » Ils n'ont pas « su » détayloriser à temps. Ils n'ont pas « su » vendre. Ils n'ont pas « su » investir. Mais s'agit-il là seulement d'audace et de savoir faire ? Weber s'impatiente : « Dès 1984, les marges des entreprises se redressent ; en 1986, elles sont revenues à leur niveau d'avant le premier choc pétrolier. » Les profits sont donc restaurés. Encore merci la gauche, encore bravo Bérégovoy !

Et pourtant l'investissement stagne encore et le retard sur les concurrents se creuse. La ringardise patronale y est pour quelque chose, mais avec circonstances atténuantes, car « leurs partenaires sociaux y sont également pour quelque chose : vivre et travailler au pas ! Pas de licenciement sans reclassement préalable au même niveau de qualification ! Produisons français ! Pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaires ! Les patrons peuvent payer !... » (p. 157). Cette nostalgie navrée de l'association capital-travail, contre les rigidités des corporatismes tant patronaux qu'ouvriers, n'est guère compatible avec une approche des rapports sociaux en termes de lutte de classe.

Qu'à cela ne tienne, la sociologie est bonne fille. Ici encore, elle vient à point à la rescousse de la politique. Il suffit de décréter sans démonstration ces catégories obsolètes. Ainsi Henri Weber se demande-t-il avec une discrète audace « si l'approche du mouvement de 68 en termes de classe est pertinente » (p. 72). A bien y réfléchir, il penche pour la négative : « Avec le recul, le caractère générationnel et même principalement étudiant du mouvement de Mai 68 apparaît avec force. » (p. 85). Ce serait donc une affaire de « bioclasse ».

On comprend mieux que la grève générale ferait désordre dans ce décor. Mieux vaut la remiser au musée des antiques ou au musée imaginaire des fantasmes.

UN CERTAIN REGARD

La bonne conscience démocratique y trouve son compte. Prudent, Henri Weber ne se prononce pas sur les dénouements possibles de la crise. Il se contente de constater que le modèle stratégique des révolutions prolétariennes a fait faillite : pas de révolution victorieuse dans un pays capitaliste développé.

Notre approche est à l'opposé. Nous discutons d'abord de la nécessité de la transformation sociale et nous nous employons à la rendre possible. Non par la réalisation d'un modèle stratégique, mais à partir d'hypothèses établies sur les caractéristiques de toutes les crises révolutionnaires ou préévolutionnaires contemporaines : grève générale, auto-organisation démocratique, crise des institutions étatiques... Nous ne raisonnons pas en termes de modèle. Mais inversement, nous savons ce qui ne marche pas. Et nous avons en mémoire les impasses réformistes qui sont devenues des coupe-gorges sanglants.

Henri Weber ne veut pas renoncer à l'inspiration utopique et au principe espérance. Il prétend seulement le réconcilier au principe de réalité (avec quelques dérapages du côté du principe de rendement). Aussi l'espérance se réduit-elle à une dimension banalement quotidienne. Foin des grands espaces révolutionnaires. La guerre des utopies du troisième millénaire serait entre une « utopie libérale à droite », et une grande utopie démocratique à gauche. Démocratie sociale, et non seulement politique, précise Weber.

Cette utopie collerait comme un gant à la social-démocratie moderne, présentée comme son incarnation naturelle. Et pourtant... La gauche a disposé à partir de 1981 de pouvoirs institutionnels sans précédents. C'était l'occasion ou jamais de réaliser cette démocratie sociale. Elle a, au contraire, renoncé au droit de vote des immigrés, aux trente-cinq heures, au veto sur les licenciements, au plein emploi, à un grand projet de santé et d'éducation... Elle s'est cassé ses modestes quenottes sur les noyaux durs de l'Etat. Elle a du avaler Greenpeace et l'exécution de Machoro, le programme nucléaire et la force de frappe. Elle a renié ses mandats, trahi ses promesses, enterré le changement... Et Le Pen présente l'addition. Désormais, « la grande utopie démocratique » passe pour elle par le « bon usage » de Le Pen pour mieux diviser la droite, et par une alliance au centre de moins en moins compatible avec ce contenu social de la démocratie. Et d'ici un an, aux municipales, Le Pen tirera encore quelques marrons du feu.

Loin que la démocratie s'étende au social, elle se vide d'enjeux politiques, de projets, d'ambitions. Le Parti socialiste se réduit à un grand lobby de la démocratie sans adjectif. Ce n'est pas de cela que nous avons besoin pour affronter les défis du nouveau millénaire. Décidément, un certain regard sur soixante-huit en dit long sur la façon de voir notre présent.

Hommage à Daniel Guérin

Daniel Guérin vient de nous quitter. Nous ne l'oublierons pas.

Toujours fidèle à lui-même, Daniel Guérin ne transigeait pas. Anticolonialiste de la première heure, antifasciste, auteur de *Fascisme et grand capital*, antimilitariste, il était présent sur tous les fronts, toujours à la pointe du combat. Il n'a pas attendu Soljenitsyne pour découvrir les crimes staliniens. Il était du petit groupe d'intellectuels avec Breton et les surréalistes qui osèrent participer en 1937 au Comité d'enquête sur les procès de Moscou qui dévoila l'imposture, et eut une correspondance avec Trotsky qu'il admirait sans partager toutes ses conceptions.

On sait que Daniel s'était joint à l'action clandestine des trotskystes dans les sombres années de la guerre et de l'occupation nazie, sans intégrer le mouvement. Il refusait l'union sacrée avec la cause des Alliés sous la bannière du gaullisme. Il prit la défense des trotskystes que le PCF voulut réduire au silence, après la Libération, faisant interdire leur presse et arrêter leurs militants dans les usines. Nos points de vue différaient, mais l'estime et l'amitié demeuraient. Nous nous retrouvions au coude à coude dans toutes les grandes luttes. Contre la répression coloniale au Maroc, en Algérie, à Madagascar, en Indochine, aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie. Et contre la guerre de reconquête française et américaine au Vietnam. Contre la « sale » guerre en Algérie. Contre la répression dans les casernes de la métropole, pour le soutien des revendications des appelés et l'action antimilitariste.

Il mena toute une existence à contre-courant. Cela vaut tant pour son action militante très intense que pour son œuvre littéraire et d'historien, considérable et par trop méconnue. Ces deux faces de sa vie sont extrêmement liées et ne font qu'une. C'est sans doute pour ces raisons que l'on a voulu le marginaliser et que l'on répugnait à prendre en considération toute la richesse de son apport. Au point qu'il éprouvait de plus en plus de difficultés à obtenir la réédition de ses livres.

Il n'aurait pas voulu d'autre adieu qu'un engagement de poursuivre et d'intensifier le combat. Il incarnait toute une époque, la plus riche en luttes et en enseignements. Nous saluons en Daniel Guérin un exemple de constance et de droiture révolutionnaire.

Ligue communiste révolutionnaire

D'un périple en bicyclette à travers l'Allemagne nazie, en avril-mai 1933, Daniel Guérin rapporte un reportage: la Peste brune. Il le compléta d'un ouvrage sur Fascisme et grand capital, publié en 1936, qui fait référence.

Le passage suivant est extrait de la préface écrite par Daniel Guérin pour la réédition de 1945.

Restituer ses analyses, alors que le fascisme hante à nouveau notre présent, est notre façon de rendre hommage à Daniel Guérin, en qui l'analyste et le militant furent toujours indissociables.

Etait-il bien nécessaire de rééditer ce livre au moment où la déconfiture de Mussolini et de Hitler semble décourager leurs imitateurs dans d'autres pays ? En dehors de l'intérêt rétrospectif qu'il peut offrir, présente-t-il encore un caractère d'actualité ?

En le relisant, j'ai l'impression qu'au fond il a moins pour sujet le fascisme que le socialisme. Qu'est-ce au fond que le fascisme, sinon le produit direct de la carence

du socialisme ? Derrière le fascisme, l'ombre du socialisme est sans cesse présente. Je n'ai étudié le premier que par rapport au second. Plus d'une fois, au cours de ces pages, le fascisme m'a servi de repoussoir et m'a permis, par contraste, de mieux définir certains aspects essentiels du socialisme. Le jour où, comme il faut l'espérer, le fascisme ne sera plus qu'un mauvais souvenir, il restera de ce livre une tentative pour situer le socialisme par rapport à ce qui fut, un moment, son plus redoutable adversaire. A ce titre peut-être, *Fascisme et grand capital* ne vieillira pas trop vite.

Au fait, est-il bien sûr que l'épidémie fasciste soit définitivement enravée ? Je le souhaite, je n'en suis pas certain. C'est une illusion fort répandue que la défaite de l'« Axe » sonne, dans le monde entier, le glas du fascisme.

Cependant, les grandes « démocraties » ne disent pas toujours la vérité. Elles ont combattu Hitler, non point comme elles le prétendent aujourd'hui, à cause de la forme autoritaire et brutale du régime national-so-

cialiste, mais parce que l'impérialisme allemand, à un moment donné, s'est permis de leur disputer l'hégémonie mondiale. On oublie trop que Hitler a été hissé au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie internationale. Pendant les premières années de son règne, le capitalisme anglo-saxon, des lords britanniques à Henry Ford, lui a accordé, de toute évidence, son soutien. On le regardait comme l'« homme fort » seul capable de rétablir l'ordre en Europe et de préserver le continent du bolchevisme.

C'est beaucoup plus tard que la bourgeoisie des pays « démocratiques », menacée dans ses intérêts, dans ses débouchés, dans ses sources de matières premières par l'irrésistible expansion de l'impérialisme allemand, a commencé de prêcher contre le national socialisme, de dénoncer son caractère « immoral » et « antichrétien ». Et, même alors, il s'est trouvé çà et là des bourgeois et des princes de l'Eglise qui, plus soucieux de conjurer le « péril rouge » que le péril nazi, ont gardé un faible pour le gendarme de l'Europe.

Aujourd'hui, les grandes « démocraties » se proclament « antifascistes ». Elles n'ont que ce mot à la bouche. L'antifascisme, en effet, leur a été nécessaire pour venir à bout du rival allemand. Elles ne pouvaient obtenir la pleine adhésion des masses populaires à la lutte contre l'hitlérisme par la seule exploitation du chauvinisme. En dépit des apparences, nous ne sommes plus à l'âge des guerres nationales. La lutte des classes, la guerre sociale dominant notre époque. Les masses ouvrières ne pouvaient être amenées à faire le don d'elles-mêmes pour libérer l'Europe que si l'on éveillait en elles des sentiments d'ordre social, que si l'on faisait appel à leur instinct de classe. Entré naguère dans l'arène en disciple de Maurras, Charles de Gaulle a mis, fort astucieusement, sa main dans celle de Joseph Staline.

Mais demain les grandes « démocraties » pourraient bien ranger l'antifascisme au magasin des accessoires. D'ores et déjà, ce mot magique, qui a fait se lever les travailleurs contre l'hitlérisme, est considéré par elles comme indésirable dès qu'il sert de ralliement aux adversaires du système capitaliste. En Belgique, en Grèce, les Alliés n'ont pas hésité à traiter assez rudement cette Résistance dont ils avaient été si heureux d'utiliser les services. Pour rétablir l'« ordre », ils seront amenés tôt ou tard (ils l'ont déjà fait chez les Hellènes) à s'assurer des points d'appui au sien des populations libérées : ils soutiendront, contre l'avant-garde populaire, des formations plus ou moins fascistes. Bien entendu, on les baptisera, on les baptise déjà



d'un autre nom, car le mot fascisme est « brûlé ». Mais, sous la nouvelle étiquette, on retrouve la vieille marchandise. Le fascisme, de quelque nom qu'on l'appelle, risque de demeurer l'arme de réserve du capitalisme dépérissant.

Ainsi se trouve confirmée par l'évolution la plus récente la conclusion essentielle de ce livre, à savoir que le fascisme, fruit de la carence du socialisme, ne peut être efficacement combattu et définitivement vaincu que par la révolution prolétarienne. Tout « antifascisme » qui la rejette n'est que vain et trompeur bavardage. Le malheur est que nous avons laissé les démocrates bourgeois accaparer l'antifascisme. Ces messieurs craignent pour leur propre épiderme le knout fasciste, mais ils appréhendent au moins autant le pouvoir ouvrier. Ils ont imaginé, pour concilier ces deux sortes de peur, une solution bâtarde, celle des « fronts populaires ». Les porte-parole des fronts populaires déclament contre le fascisme, mais sans prendre des mesures radicales en vue d'en extirper les racines matérielles. Ils se gardent, malgré leurs tirades démagogiques contre les « deux cents familles », contre les « trusts », de toucher au capitalisme et, fait plus grave encore, ils aggravent, par leur politique économique et sociale, les causes de friction entre le prolétariat et les classes moyennes ; ils rejettent ainsi ces dernières vers le fascisme dont ils prétendaient les détourner.

La menace fasciste a fait découvrir à beaucoup de gens le problème des classes moyennes. Naguère, les partis de gauche ne voyaient en elles qu'une facile et fidèle et stable clientèle électorale. mais du jour où il a été démontré que leurs oscillations, amplifiées par la crise économique, pouvaient les conduire dans le camp d'en face, qu'elles pouvaient être prises de folie collective, qu'elles pouvaient revêtir des chemises de couleur, ces mêmes partis ont connu les angoisses de la mère-poule menacée de perdre ses poussins : comment retenir les classes moyennes ? Malheureusement, ils n'ont rien compris (ou voulu comprendre) au problème. On s'excuse de ne l'avoir, dans ce livre, qu'effleuré. En effet, la logique de mon analyse m'a conduit moins à rechercher comment le socialisme eût pu détourner les classes moyennes du fascisme qu'à montrer pourquoi et comment le fascisme a réussi, lui, à les conquérir. Le lecteur me permettra donc ici une brève digression.

Les classes moyennes et le prolétariat ont des intérêts communs contre le grand capital. Mais ils n'ont pas que des intérêts communs. Ils ne sont pas « anticapitalistes » de la même façon. La bourgeoisie, sans doute, exploite, aggrave à plaisir ces divergences d'intérêts, mais elle ne les crée pas de toutes pièces. Il est donc impossible de rassembler le prolétariat et la petite bourgeoisie autour d'un programme commun qui les satisfasse pleinement tous deux. L'une des deux parties doit faire des concessions. Le prolétariat peut, bien entendu, en consentir quelques-unes. Il doit s'efforcer d'éviter que les coups portés par lui au grand capital ne frappent en même temps les petits épargnants, artisans, commerçants, paysans. Mais, sur certains points essentiels, il doit demeurer intransigeant car, s'il cédait sur ces points-là, pour ménager les classes moyennes, rassurer boutiquiers ou cultivateurs, il renoncerait à porter au capitalisme les coups décisifs.

C'est précisément chaque fois qu'il a manqué à sa mission d'abattre le capitalisme, chaque fois qu'il n'a pas poussé son avantage jusqu'au bout que les classes moyennes, coincées entre un grand capital demeuré nocif et une classe ouvrière revendicatrice, sont devenues enragées, qu'elles se sont tournées vers le fascisme.

En bref, il ne s'agit pas pour le prolétariat de capter les classes moyennes en renonçant à son propre programme socialiste, mais de les convaincre de sa capacité à conduire la société dans une voie nouvelle : par la force et la sûreté de son action révolutionnaire. C'est précisément ce que les inventeurs des fronts populaires ne veulent pas

comprendre. Ils n'ont qu'une idée en tête : faire mordre les classes moyennes à leur hameçon et ils s'y prennent avec tant d'adresse qu'ils les rejettent finalement vers l'appât fasciste.

L'antifascisme ne triomphera que s'il cesse de traîner à la remorque de la démocratie bourgeoise. Défions-nous des formules « anti ». Elles sont toujours insuffisantes, parce que purement négatives. On ne peut vaincre un principe qu'en lui opposant un autre principe, un principe supérieur. Le monde d'aujourd'hui, au milieu de ses convulsions, ne recherche pas seulement une forme de propriété qui corresponde au caractère collectif et à l'échelle gigantesque de la production moderne ; il recherche aussi une forme de gouvernement capable de substituer un ordre rationnel au chaos, tout en libérant l'homme. Le parlementarisme bourgeois ne lui offre qu'une caricature de démocratie, de plus en plus impuissante et de plus en plus pourrie. Déçu et écœuré, il risque de se tourner vers l'Etat fort, vers l'homme providentiel, vers le « principe du chef ».

Sur le plan des idées, l'éradication du fascisme ne sera totale et définitive que le jour où nous présenterons à l'humanité, et où nous ferons triompher par l'exemple, une forme nouvelle de gouvernement des hommes, une démocratie authentique, totale, directe, associant tous les producteurs à l'administration des choses. Ce type nouveau de démocratie n'est pas une chimère, une invention de l'esprit. Il existe. La grande Révolution française a fait entendre ses premiers balbutiements. La Commune de 1871 en a été la première tentative d'application, comme l'ont fait ressortir, de main de maître, Marx et Lénine. Les soviets russes de 1917 en ont proposé, de façon inoubliable, le modèle au monde. Depuis, la démocratie soviétique a connu, en Russie même, pour des raisons qu'il serait trop long de rappeler ici, une longue éclipse. Cette éclipse a coïncidé avec la montée du fascisme.

Aujourd'hui, le fascisme a du plomb dans l'aile. Nous lui donnerons le coup de grâce en prouvant par nos actes que la démocratie vraie, la démocratie du type communal ou soviétique, est viable et qu'elle est supérieure à tous les autres types de gouvernement des hommes. Tout le pouvoir aux soviets, disait Lénine. Mussolini a caricaturé ce mot d'ordre pour en faire le slogan de l'Etat totalitaire : tout le pouvoir au fascisme.

L'Etat totalitaire est un monstre qui chancelle. Nous en serons à jamais délivrés si nous faisons triompher son antithèse : la république des conseils de travailleurs.

Quelques ouvrages de Daniel Guérin

◆ *Sur le fascisme : I. la Peste brune, II. Fascisme et grand capital*, Petite Collection Maspero.

◆ *La Lutte de classes sous la 1^{re} République (1793-1797)*, Gallimard.

◆ *Le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis (1867-1967)*, Maspero.

◆ *Front populaire, révolution manquée*, Maspero.

◆ *L'Anarchisme*, Gallimard.

◆ *Ni Dieu, ni maître. Anthologie de l'anarchisme*, Maspero.

NOUVEAUTES LA BRECHE

Mai si !, 1968-1988, rebelles et repentis, Daniel Bensaïd, Alain Krivine. 224 pages, 75 F.
Comment conserver une boussole révolutionnaire à travers les événements qui ont marqué les vingt dernières années ? Cuba, Vietnam, Portugal, Pologne, Nicaragua entre autres ? Dans cette réponse percutante à *Génération*, Alain Krivine et Daniel Bensaïd posent aussi les jalons pour l'action future.



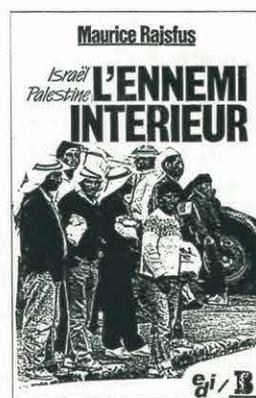
Retours sur Mai
Une série d'études, coordonnées par Antoine Artous.
Loin des modes présentes qui réduisent Mai 68 en fonction d'approches sociologiques ou culturelles, ce livre met au centre les questions politiques et stratégiques. Une façon de rappeler ce que Mai 68 fut avant tout : l'expérience de la possibilité de la révolution dans un pays tel que la France.



Black Exit to 68, vingt-deux nouvelles sur Mai, 224 pages, 75 F.
Vingt-deux experts ès-Mai 68 se sont penchés sur ce mois mythique. Parmi eux, Vilar, Jonquet, Daeninckx, Fajardie, Demure, Pouy, Jaouen, Delteil, Kristy, Naudy, ainsi que deux auteurs étrangers connus (l'Italien Loriano Macchiavelli et l'Allemand -ky). Pour eux, la vraie frontière, c'était la barricade. Avec une préface au vitriol d'Alain Dugrand et, en fin du livre, une biographie surprise de chacun des auteurs.



Israël, Palestine, l'ennemi intérieur, Maurice Rajsfus, 208 pages, 90 F.
Dans ce livre, Maurice Rajsfus s'attache à décrire les mécanismes de l'oppression quotidienne, de la répression devenue banale, des « faits divers », du harcèlement conduit par l'occupant israélien depuis plus de vingt ans qui ont préparé la révolte de la jeunesse palestinienne.



Automne à Santiago. Nicolas Siterre. 240 pages, 85 F.
Chronique romancée des événements tragiques de mars 1985, lorsque la dicature a érogé trois dirigeants communistes. Images fortes des premières protestas, portraits chaleureux de ceux qui résistent, description des tensions qui traversent le monde politique et syndical chilien.

Yougoslavie 1945-1985 : le marché contre l'autogestion. Catherine Samary. 320 pages. Sortie en mai. Le livre décrit le va-et-vient entre les questions théoriques de la transition au socialisme et l'histoire concrète de quarante années de réformes économiques successives. Livre important au moment où l'expérience yougoslave prend une tournure tragique.

LA BRECHE EN FLEUR CE PRINTEMPS

De nombreux titres sont proposés à votre attention, en prise directe sur l'actualité (Palestine, anniversaire de Mai 68) ou traitant de problèmes politiques et syndicaux de fond (Racines n° 3, Yougoslavie). Tous ces ouvrages seront présentés au Salon du livre (14-20 avril) et de Genève (11-15 mai).

N'oubliez pas de vous procurer les derniers titres parus :

Maxime Durand, *la Tourmente mexicaine*, 200 p., 73 F.
Georges Labica, *le Paradigme du Grand-Hornu*, 138 p., 60 F.
Racines n° 2, *Stratégie et parti*, 142 p., 30 F.
Racines n° 3, *La LCR et le mouvement syndical, politique et revendications*, 112 p., 30 F.
Laurent Batsch, *la FEN au tournant*, 176 p., 66 F.
Chevillard-Leconte, *Travail des femmes, pouvoir des hommes*, 188 p., 78 F.
Che Guevara, *Ecrits d'un révolutionnaire*, 248 p., 85 F.

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture

lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57